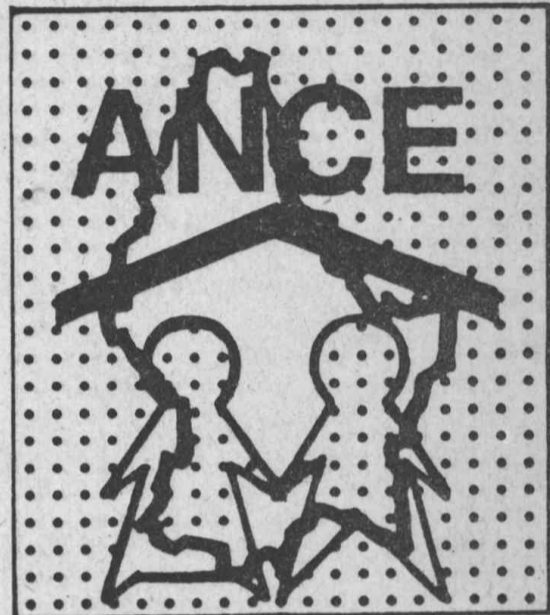


Bulletin N° 50

1985

octobre

- p. 2 présentation du guide pratique
p. 9 éditorial par R. Soisson
p.14 Die Erziehung des Erziehers
durch das Kind - J. Korczak
p.16 Warum ich Erzieher bin -
A. Düe
p.17 Heime - Lohnende Lebensorte?
J. Blandow
p.19 Was eine Erzieherin oder ein
Erzieher in der Jugendhilfe heute können muss -
K. Späth
p.21 Warum Erzieher nicht gleich Erzieher ist -
J. Merchel
p.25 Entwicklung der Heimerziehung in der Bundesrepublik
Deutschland seit 1945
J. Blandow



Secrétariat: ASSOCIATION NATIONALE
DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
Mme. Majerus Yvonne
25. Rue Marie Müller - Tesch
L - 4250 Esch - sur - Alzette.
Tel. 553207

«Guide Pratique» des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques

En 1979, l'Association Nationale des Communautés Educatives ensemble avec l'Association des Assistantes Sociales a édité pour la première fois un «Guide pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques». Ce guide fut vendu à plus de 2.500 exemplaires et a encouragé les éditeurs, en collaboration cette fois avec le Centre d'Information et de Placement, de le rééditer. En effet le vieux guide s'appropriait mal à une mise à jour et c'est ainsi qu'une conception entièrement différente s'imposait. Dans le nouveau guide chaque service, association ou institution, est présenté sur une fiche individuelle qui peut aisément être remplacée ou corrigée par l'utilisateur. De même il sera facile de mettre à jour le guide en réimprimant seulement les fiches dont les données ne correspondent plus à la réalité et en ajoutant les fiches des nouvelles créations. Les éditeurs ont envoyé

des questionnaires à plus de 400 services, institutions ou associations. Après le travail de rédaction, 300 fiches environ ont été retenues et formées sur la base du nouveau guide. Bien sûr, dès à présent tout organisme qui offre des prestations, dans le domaine social et psycho-pédagogique et qui désire figurer dans le guide peut envoyer une fiche remplie aux éditeurs qui sera alors prise en considération lors de la prochaine mise à jour. Le guide comprend les rubriques suivantes (entre autres): Placements, éducation, 3^e âge, travail loisirs et sports, médecine préventive, famille, santé, services sociaux, santé mentale, justice...

Il s'adresse surtout aux professionnels du secteur médico-social et psycho-pédagogique, aux enseignants, aux médecins, aux fonctionnaires et employés de l'Etat et des Communes, aux avocats, etc.

Commande

Je soussigné _____

adresse: _____

profession: _____

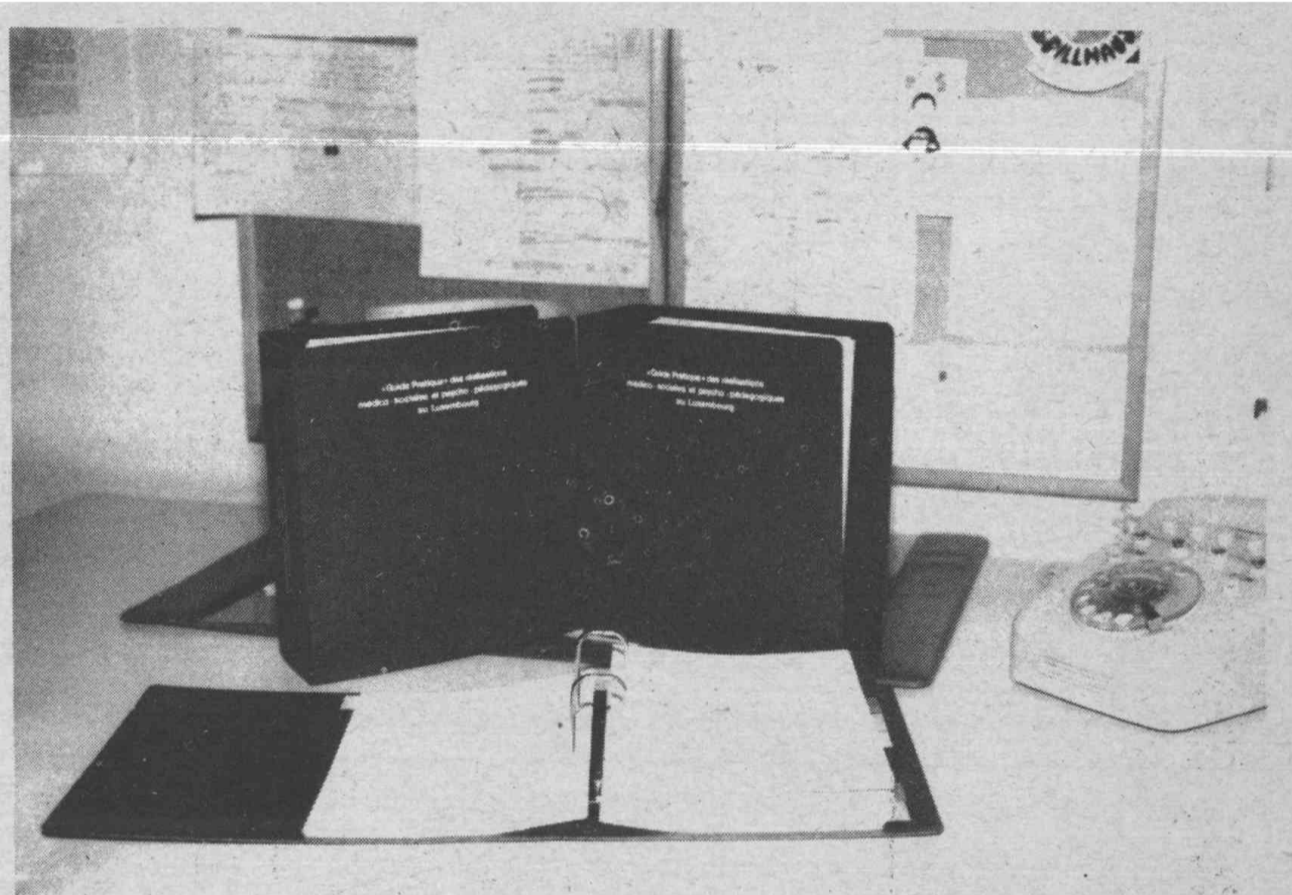
commande _____ exemplaires du Guide Pratique des réalisations
médico-sociales et psycho-pédagogiques.

J'ai viré _____ x 800 francs au CCP 2977-67 de l'A.N.C.E.

Veillez m'envoyer une facture en _____ exemplaires. (Biffer ce qui ne
convient pas)

Date _____ Signature _____

ASSOCIATION NATIONALE
DES
COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
compte chèque postal: 2977-67



PRESENTATION:

Fiches; Format DIN A 5
600 pages

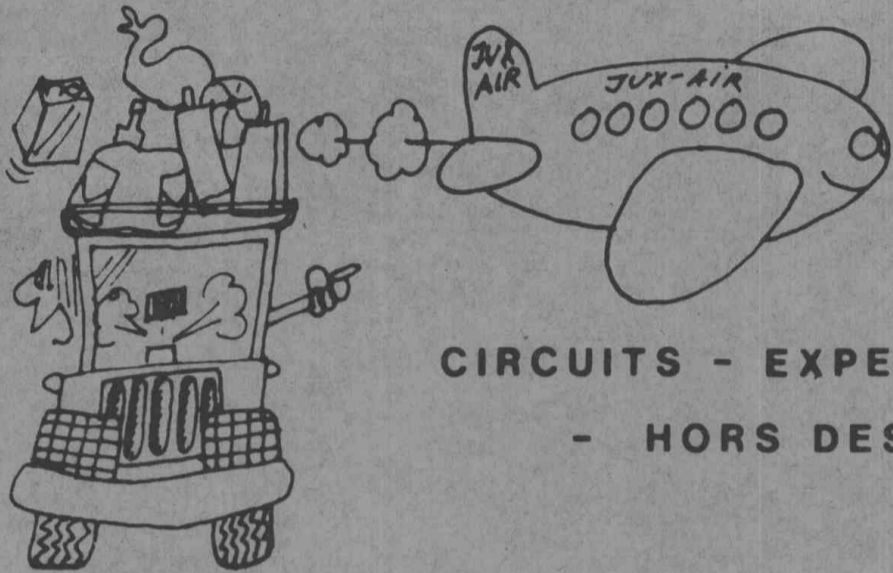
Couverture: Accohide 1,7 mm rouge clair

Mécanique à 2 arceaux avec presse-papier

Intercalaires en plastique pour 10 chapitres

Imprimé par Editpress S.a.r.l.

VOYAGEZ HORS DES HORDES !



VOLS LOINTAINS

- PAS CHERS !

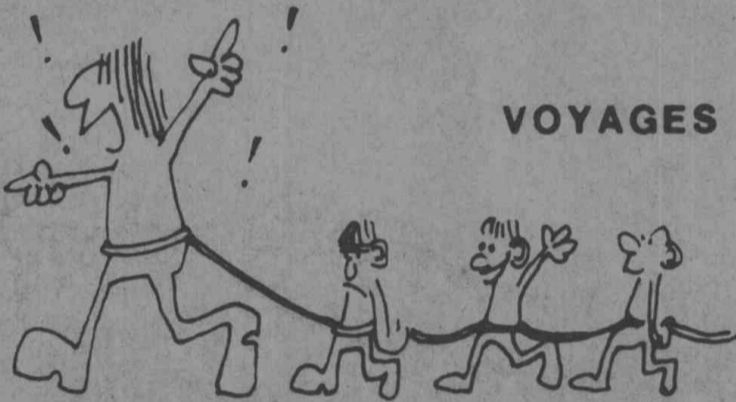
CIRCUITS - EXPEDITIONS - TREKKINGS

- HORS DES SENTIERS BATTUS !

CENTRES DE VACANCES - HOTELS - APPARTEMENTS - CHALETS

- SYMPA !

VOYAGEZ HORS DES HORDES !



VOYAGES POUR GROUPES DE JEUNES

- ET MOINS JEUNES

TRAINS RAPIDES

- A REDUCTION !



COURS DE LANGUE - VIVANTS !

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS:

ASSOCIATION DU TOURISME SOCIAL A.S.B.L.
SOTOUR

TOURISME DES JEUNES

21, RUE ALDRINGEN (ENTRE-SOL) LUXEMBOURG

TÉLÉPHONES: 465 14 ET 226 73

BUREAUX OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9.30 À 12.30 ET
DE 13.30 À 18.15, LE SAMEDI DE 10.00 À 12.00

👁️ 👁️ 👁️ 👁️ 👁️ 👁️ 👁️ IMPORTANT

TOUTS NOS SERVICES SONT RÉSERVÉS EXCLUSIVEMENT À NOS MEMBRES !

Pour recevoir votre nouvelle carte de membre, il vous suffit de virer la somme de 50.-frs à notre CCP 19440-40, en indiquant votre nom, prénom, adresse, profession et date de naissance, ou bien vous passez en notre bureau et vous pourrez en même temps emporter nos nouvelles brochures.

librairie

papeterie

journaux

cadeaux

jouets

articles en cuir

le bouquin s.à r.l.

87, rue de l'alzette

esch-sur-alzette ~ tel.: 54 92 70

nos spécialités:

globes terrestres lumineux

garnitures de bureau

machines à calculer électroniques

sacs pour écoliers; uniquement des nouveautés



LE FOYER

**Compagnie luxembourgeoise
d'assurances**

**La compagnie pilote
du Grand-Duché**

**Plus de 50 ans de tradition
dynamisme – originalité**

**cherchons des agents
dans tout le pays**

**Le Foyer, un nom
votre sécurité,
notre but**

Pour tout renseignement adressez-vous à:

- Nos guichets «Portes Ouvertes»,
6, rue Albert Borschette, Luxbg-Kirchberg
Téléphone 437 437
Heures d'ouverture: 8.30-12.00
13.30-16.00
- Bureau Luxembourg-Ville
16, boulevard Royal
Téléphone 470 654
Heures d'ouverture: 9.00-12.30
13.30-17.30
- Notre bureau régional
74-76, bd Kennedy, Esch-Alzette
Téléphone 54 89 21
Heures d'ouverture: 8.30-12.00
13.30-16.30
- Nos agents, partout au Grand-Duché
(près de 800 points de contact)
- Nos succursales en Belgique et en France
et leurs agences

KAY PLUS

Une nouvelle gamme de protections pour l'hygiène et le confort de l'incontinent.

Par la gêne qu'elle provoque, l'incontinence nécessite des solutions d'hygiène et de confort maximales. Pour l'incontinent, en effet, il s'agit de pouvoir aller et venir librement. Sans contrainte, sans arrière-pensée. Avec la nouvelle gamme de protections Kay Plus, chaque incontinent trouvera désormais la solution qui lui convient idéalement.

Des changes grande taille.

Jetables et d'une grande capacité d'absorption, ils se portent avec la pointe ou le slip extensible Kay Plus.

Des alèzes super-absorbantes.

Leur épais matelas de mousse et leur feuille plastique procurent une grande absorption et garantissent son imperméabilité.

Des protège-matelas intraversables.

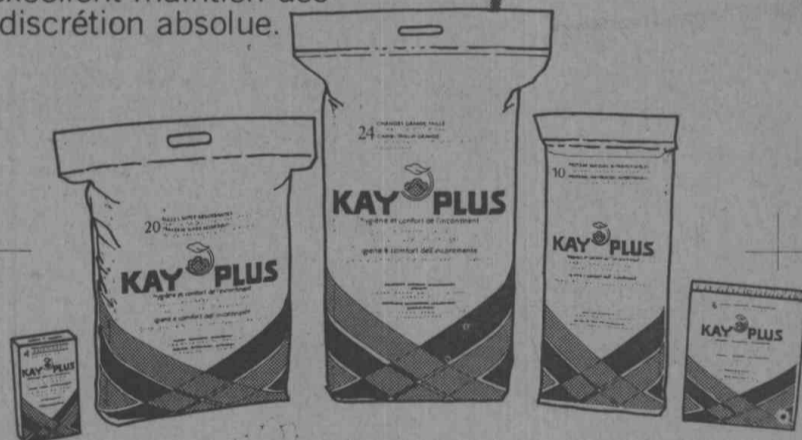
Doux et solides, ils permettent une protection très étendue de la literie.

Des pointes à nouer.

Lavables, elles forment, avec les changes grande taille, un ensemble absorbant, étanche et discret.

Des slips extensibles.

Aérés, adaptables au corps et lavables, ils assurent un excellent maintien des changes et une discrétion absolue.



KAY PLUS de *lotus*

La première gamme de protections pour incontinents, vendues aussi en grandes surfaces.

BON A DECOUPER. Envoyez à mon adresse privée, sous enveloppe discrète, votre documentation sur la gamme Kay Plus, ainsi que la liste des distributeurs.

Nom

Rue n°

Code postal Localité

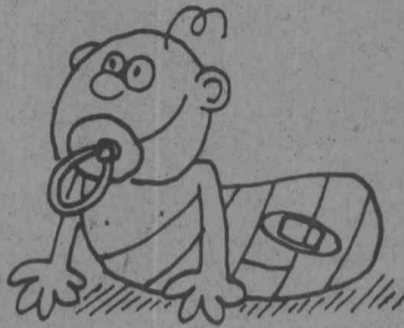
Bon à envoyer à: **EMILE KASS ET FILS** senc - 4, rue Astrid - Luxembourg

minimod'

confection pour enfants

litterie

liste de naissance



105, rue de l'alzette / esch-sur-alzette - tél: 5 20 54

propriétaire: mme barbadori-pannacci

CK FACHGESCHÄFTE



CK Photo-Forum
Forum Royal

CK Photo-Center
6, rue Glesener

CK Photo Aldringen
Centre Aldringen

**IMMER IN
IHRER NÄHE**

Interphot 66, rue de l'Alzette

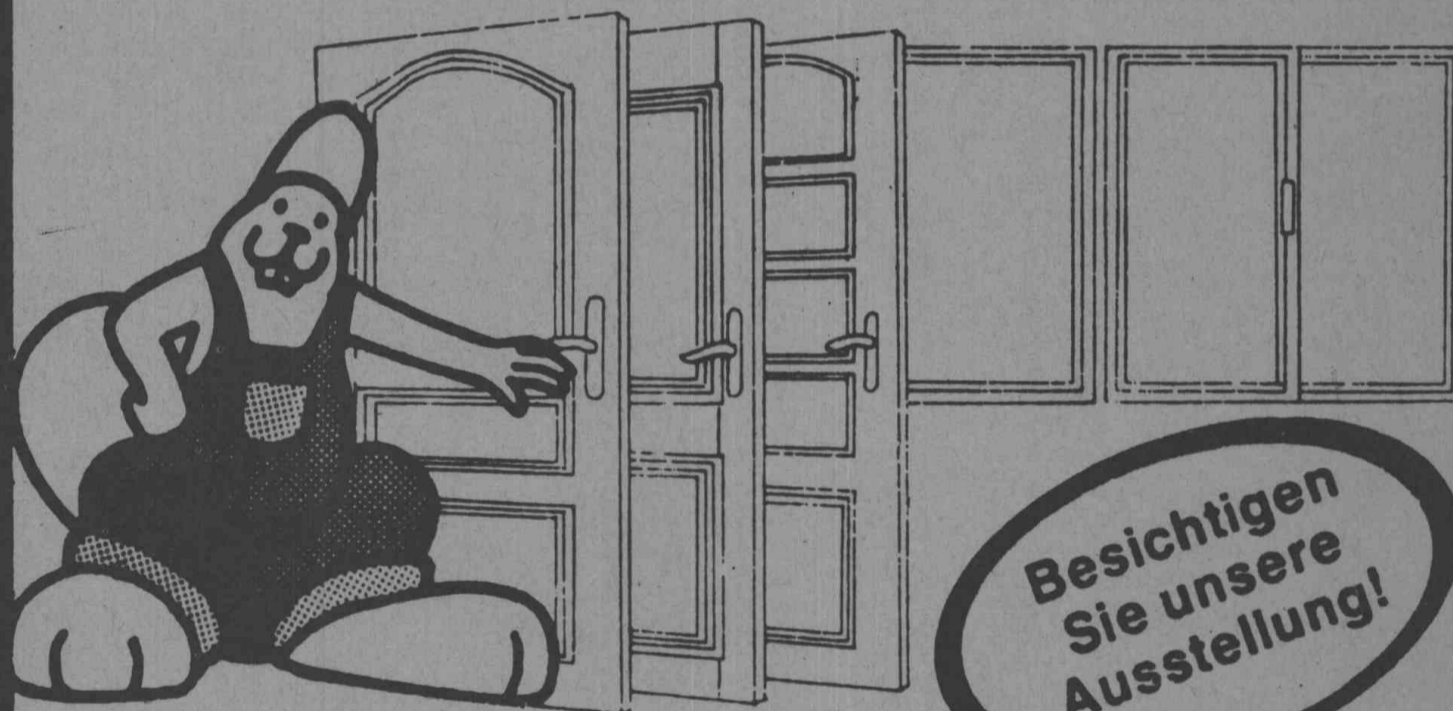
Discophot Helfenterbruck
Centre Concorde

Cinéphot Foetz
Centre M. Le Géant

IHR SPEZIALIST FÜR DEN INNENAUSBAU

Grosse Auswahl von:

- Edelholzpaneelen
- Friesen
- Deckenplatten
- Stültüren -
Moderne Türen
- Fertigparkett
- Haustüren
- Holztreppe
- Fenster



Besichtigen
Sie unsere
Ausstellung!

Bois Centre Hoffmann

Alzingen/Hespérange

OUVERT TOUTE LA SEMAINE
de 8-12 et de 14-18 heures

Boutique

Italianstyle



Propriétaire G. GRILLI-KUHN

exclusivités italiennes en prêt-à-porter féminin

ESCH-SUR-ALZETTE (Gr.-D. de LUXEMBOURG)

113, rue de l'Alzette - Téléphone 5 29 46



- all Woch
- fir Er Informatioun
- fir Eren Zäitverdreiw
- interessant a liweg
- onofhängeg an onparteiessch
- mam Revue-Agenda gratis
kompletten TV-Programm
Kino, Theater, Fräizäit

REVUE


d'lëtzebuurger illustréiert

Rédaction et Service de Publicité :
Bertrange, Tél. 31 10 11

Administration et Abonnements :
40, Avenue de la Gare, Luxembourg,
Tél. 48 76 61



Nähere Informationen bei der

 SECURITE ROUTIERE oder
bei einer der 50 Zweigstellen
der BANQUE INTERNATIONALE
A LUXEMBOURG.

EDITORIAL

Fast ein Jahr ist es her, dass das letzte ANCE-Bulletin herausgekommen ist. Das hat sicher seine Ursache darin dass die Zusammenstellung und Herausgabe des Bulletins von einer einzigen Person abhingen was sich jedoch in Zukunft ändern wird. Meine Zeit wurde nämlich sehr von zwei Projekten in Anspruch genommen die im Monat Juni zu einem Höhepunkt der Aktivitäten unserer Vereinigung geführt haben: Einerseits unser Kongress und andererseits die Herausgabe des "guide pratique". Diesen beiden Themen ist die 50. Nummer unseres Mitteilungsblattes gewidmet. Ab dieser Nummer werden auch einige neue Rubriken eingeführt wie z.B. FICE-Aktivitäten oder Berichte über Aktivitäten befreundeter Organisationen.

Vom 5. - 9. Juni fand in Luxemburg unser Kongress statt. Der Kongress war in jeder Hinsicht ein Erfolg. Für die Teilnehmer und besonders auch für diejenigen, die nicht teilnehmen konnten beginnen wir in dieser Nummer die Publikation der Vorträge und Diskussionen der Tagung. Es ist zwar geplant ein Buch über den Kongress herauszugeben aber da die Arbeiten für ein solches Unterfangen bis zu einem Jahr dauern können erschien es mir sinnvoll bereits jetzt im Bulletin diese Artikel zu publizieren; Wir beginnen unsere Serie mit dem Referat von Prof.Dr. Jürgen BLANDOW, der durch einen unglücklichen Umstand leider nicht am Kongress teilnehmen konnte, uns aber freundlicherweise sein Referat zusandte.

Unser Kongress wurde von den Teilnehmern sehr positiv beurteilt weil praktisch keine Pannen passierten. Sowohl die äusseren Bedingungen wie auch die inhaltliche Programmgestaltung gaben zu keinerlei Kritiken Anlass. Unsere ausländischen Gäste waren in Schloss Ansemburg, im ISERP in Walferdange und in den Hotels City, Bristol und Novotel untergebracht. Alle waren mit ihrer Unterkunft zufrieden.

Die Bustransporte, organisiert von der Firma Frisch, funktionierten zuverlässig und pünktlich.

Die Mahlzeiten in Siewebueren, Erpeldange (Dahm) sowie in der Kantine des Jean Monnet Gebäudes mundeten den Gästen ausgezeichnet und es herrschte eine ausgelassene Stimmung. Die Betreuung der ausländischen Gäste durch die Komitee Mitglieder von ANCE und ADCA klappte vorzüglich. Die meisten Anreisenden wurden im Bahnhof oder am Flughafen abgeholt. In Ansemburg und Walferdange wurden die Gäste erwartet und in Luxemburg-Stadt waren die Räumlichkeiten des CIEP zeitweise einer Bahnhofshalle ähnlich; denn von hier aus wurden Transporte nach Walferdange und Ansemburg organisiert sowie die Betreuung der Hotelgäste gesteuert.

Grosse Bewunderung löste die Infrastruktur des Jean Monnet-Gebäude auf Kirchberg aus. Wir möchten uns an dieser Stelle noch einmal ausdrücklich bedanken bei den Verantwortlichen des Presse- und Informationsdienstes der EG-Kommission, besonders aber bei den Herren Guillaume, Linster und Humbert deren perfektes Zusammenwirken uns diese einzigartigen Arbeitsbedingungen ermöglichte. Ich habe selten auf Kongressen ähnliche Bedingungen vorgefunden: 4 Arbeitsräume, davon ein grosser Konferenzsaal in dem permanent 6 Dolmetscher in 3 Sprachen übersetzten. Alle Referate und grosse Teile der Diskussionen wurden auf Band mitgeschnitten. Wir hatten ein Sekretariat zu unserer Verfügung mit mehreren elektrischen Schreibmaschinen, Kopiergerät, Telefon usw. In den Pausen erhielten die Teilnehmer Kaffee, Tee oder ein Erfrischungsgetränk; auf den Tischen in den Konferenzsälen stand immer frisches Wasser. Die technische Assistenz klappte hervorragend: Dies merkte man besonders wenn Overhead-Projektionen gemacht wurden. Hier wurde der Raum im richtigen Moment verdunkelt, die Projektionen waren gut lesbar und im richtigen Moment wurde es auch wieder hell. Die Programmgestaltung trug ihren Teil zu der entspannten Stimmung des Kongresses bei: keine Hektik, kurze Arbeitseinheiten von eineinhalb Stunden, gemütliche Kaffeepausen und eine zweistündige Unterbrechung am Mittag.

Die gesellschaftlichen Ereignisse am Rande des Kongresses

fanden allgemein Anklang. Die ausländischen Gäste begrüßten die Tatsache dass wir bereits am Mittwoch abend ein Essen in einem angenehmen Rahmen organisierten; dies war eine gute Gelegenheit, sich vor dem Kongress bereits kennen zu lernen. Das "buffet campagnard" zu dem freundlicherweise HerrGuillaume am Donnerstag abend eingeladen hatte schmeckte ausgezeichnet und die Gäste hatten anschliessend die Gelegenheit, während eines Spazierganges von Kirchberg via 3 Eichen, Clausen und Corniche zur Place d'Armes einige der schönsten Stellen unserer Hauptstadt kennenzulernen. Wie bestellt gab die 'Harmonie Municipale' der Stadt Luxemburg dort gerade ein Konzert. Am Freitag abend wurden wir von Mitgliedern des Schöffenkollegiums und des Gemeinderats im Rathaus empfangen. Von dieser Stelle aus möchten wir uns noch einmal herzlich für die freundlichen Worte und den ausgezeichneten Wein bedanken.

Der Samstag war ganz dem Tourismus gewidmet. Mit zwei Bussen und etwa 70 Teilnehmern besichtigten wir morgens die Hauptstadt: Maquette und Dia-Show in den Räumlichkeiten des Syndicat d'Initiative, die Kasematten und die Rundfahrt hinterliessen einen tiefen Eindruck bei den Freunden aus dem Ausland. Mittags verteilten sich die Teilnehmer wie bereits am Abend zuvor in die verschiedenen Restaurants der Altstadt.

Unter der ausgezeichneten Führung der zwei Fremdenführer des Syndicat d'Initiative starteten wir gegen 15.00 Uhr zu einer Rundfahrt, die uns in die kleine luxemburger Schweiz, Echternach, Vianden und Ettelbrück führte. Dank einer Initiative von Jose-Anne Schaber konnten wir hier das "Aqua-Pub" besichtigen, eine Einrichtung die jungen straffällig gewordenen Menschen den Neubeginn erleichtern will. Nach dem alkoholfreien Apéritif im Aqua-Pub wurde das vorzügliche Abendessen im Restaurant Dahm in Erpeldange zum Abschiedessen denn die Busse brachten anschliessend die Teilnehmer in ihre respektiven Schlösser zurück und nur der harte Kern der Organisatoren und einige standhafte Gäste harrten bis zur Polizeistunde auf der "Pless" aus.

Doch so angenehm das Rahmenprogramm auch gewesen sein mag, das Wichtigste waren doch die Referate und Arbeitsgruppen. Auch hier hörte man kaum Kritik: Wohl sind bei einem so breit gefächerten Angebot immer einige Konferenzen dabei die den einen oder den anderen nicht so sehr ansprechen. Die meisten Referate wurden von den Teilnehmern als hochinteressant und hochaktuell eingestuft. Besonders viele luxemburger Teilnehmer waren mit dem Angebot zufrieden. Die zahlreichen Fragen, die an die Referenten gestellt wurden beweisen wie stark das Interesse war.

Den Referenten ist auch der grösste Teil der nächsten Bulletins gewidmet. In dieser Nummer stellen wir einige Daten zum Kongress zusammen sowie den tatsächlichen Programmablauf vor.

Da dies der erste internationale Kongress war den die ANCE organisierte können wir mehr als zufrieden sein. Es war ein Experiment das wir gerne wiederholen möchten.

Zum GUIDE PRATIQUE: In ungefähr 30 Arbeitssitzungen bastelten Maddy Roulleaux, Christine Wirion, Alfred Groff und ich den Guide zusammen. Wie wir meinen kann er sich sehen lassen: Der Druck erfolgte durch Editpress aus Esch, die Deckel besorgte die Firma Linster aus Luxemburg. Um die Druckkosten zu decken, müssen 1100 Exemplare verkauft werden. Da der neue Guide viel teurer als der erste ist ist die Nachfrage nicht so stark und wir machen einen Appell an alle Mitglieder, aktive Werbung für unser Buch zu machen.

Robert SOISSON

Anmerkung zu den Beiträgen dieses bulletins.

Die ANCE plant eine Herausgabe der Referate unseres Kongresses als Buch. Die Kostenfrage sowie die Einteilung der damit verbundenen Arbeiten sind noch nicht geklärt. Wir wollen jedoch die Referate im bulletin vorabdrucken. Für den redaktionellen Teil dieser Arbeit suchen wir noch Helfer, die gegebenenfalls die Texte vom Tonband abhören und tippen können. Interessenten können sich bei mir melden (Tel.: 54 73 83 / 489 od. 494)

Die Texte in dieser Nummer stammen zumeist aus der September-Nummer der "Blätter der Wohlfahrtspflege" die ihrerseits im Innenteil der "Materialien zur Heimerziehung" enthalten ist. Die Artikel sind vorbereitende Beiträge zur Tagung der Internationalen Gesellschaft für Heimerziehung vom 2. - 4. Oktober in Münster, Thema: "Das Heim als lohnender Lebensort für Kinder und Erzieher".

Der letzte Text: "Entwicklung der Heimerziehung in der BRD seit 1945" stammt aus der Feder von Professor Jürgen BLANDOW und war als Einführungsreferat zu unserem Kongress geplant. Leider konnte Prof. Blandow diesen Vortrag nicht halten aber freundlicherweise hat er ihn uns zur Veröffentlichung zur Verfügung gestellt.

Auf Wunsch vieler Mitglieder und Interessierten legen wir diesem bulletin ein Blatt mit den Statuten der Ance hinzu. In den späteren Nummern werden wir noch ausführlicher auf das Innenleben der ANCE zurückkommen. Wir haben diese Nummer an alle luxemburgischen Kongressteilnehmer verschickt. Wenn jemand Mitglied der Ance werden will so braucht er/sie nur die Summe von 300 LF auf unser Konto Nummer 2977-67 (Postscheck) mit dem Vermerk "Mitgliedsbeitrag" zu überweisen. Er erhält dann automatisch alle Publikationen der ANCE.

Robert SOISON

Die Erziehung des Erziehers durch das Kind

Von Janusz Korczak

Illusorisch und naiv ist die Meinung eines jungen Erziehers, daß er, wenn er auf die Kinder aufpaßt, sie kontrolliert, lehrt, ihnen etwas beibringt, oder sie von etwas abbringt, sie gestaltet, selbst nicht unter dem Einfluß des Milieus, der Umgebung des Kindes steht, erwachsen, standhaft, also unveränderlich ist. Wer die Verantwortung für die Kinder auf sich nimmt und selbst keine kritische Einstellung gegen sich selbst hat, gerät in eine Gefahr, auf die ich aufmerksam machen möchte, um so intensiver, als die berufliche Psychohygiene der Allgemeinheit wenig bekannt ist. Bei seinen Bemühungen um das Verständnis des Menschen — des Kindes und der Gesellschaft — in einer Kindergruppe kommt der Erzieher zu wichtigen und wertvollen Erkenntnissen; wenn er nicht wachsam genug ist und die Selbsterziehung bagatellisiert, scheitert er. Durch das Kind sammle ich Erfahrungen, es hat Einfluß auf meine Anschauungen und auf die Welt meiner Gefühle; vom Kind bekomme ich Anweisungen an mich selbst, ich stelle Anforderungen, ich beschuldige mich, bin nachsichtig oder vergebe. Das Kind lehrt und erzieht. Für den Erzieher ist das Kind das Buch der Natur; indem er es liest, reift er. Man darf das Kind nicht geringschätzen. Es weiß mehr über sich selbst als ich über das Kind. Es befaßt sich mit sich selber in allen Stunden des Wachseins. Ich kann es nur erraten. Deshalb ist es ein Irrtum, wenn ich versuche, seinen Nutzen und seine Mängel einzuschätzen. Es ist faul, unartig, kapriziös, lügt, stiehlt — das ist wenig positiv. Wie ist seine Meinung über sich selbst, sein Verhalten gegenüber der Gruppe und dem Erzieher; was für Erfahrungen hat es gemacht, zu welchem Kraftaufwand und zu welchen Zugeständnissen ist es fähig? Wie lange kann es etwas aushalten? Man darf die Gruppe nicht gering einschätzen. In vielen gibt es besonders kluge, mit Beobachtungsgabe ausgestattete, kritische, wachsame, einseitig erfahrene, ironische, bössartige und sich rächende Kinder.

Bei ihrem Streben nach Verständigung bespricht und diskutiert die Gruppe, ergänzt und tauscht Beobachtungen aus, durchschaut den Erzieher durch und

durch. Sie versucht ihn zum Spielball des eigenen Willens zu machen und nützt alle seine Fehler, seine Unentschlossenheit, Schwächen und Laster aus. Sie läßt sich weder umwerben noch betrügen. Sie setzt ihn einer brutalen Untersuchung, einer gewissenhaften Prüfung aus und bewertet ihn gerecht. Entweder vertraut sie ihm oder vertagt ihr Urteil, verschließt sich ihm, schwört sich gegen ihn, umlauert ihn oder sagt ihm offen den Kampf an. Es steht schlecht um ihn. Er wird von da an nur „Trotz“, „schlechten Einfluß“ einzelner Kinder, einen Anschlag auf seine „Autorität“ und Aktionen boshafter Vergeltung erleben. Er wird keine Bemerkung über seine Anordnungen und über sich selbst hören, kein: „Sie haben sich geirrt — Sie haben nicht recht“. Aber genau das ist die Stimme des Gewissens für den guten Willen des Erziehers.

Es kommt vor, daß du gleich von Anfang an in eine Atmosphäre feindlichen Mißtrauens gerätst, wenn dein Vorgänger — ein brutaler und ungeschickter Mensch — die Gruppe verbittert und wütend gemacht hat. Hier sind der kurze Befehl und die naive Moralpredigt fehl am Platz. Man muß sich mit Geduld wappnen, durchhalten und mit einer Tat gewinnen.

Die Kinder belehren den Erzieher, aber sie tadeln und strafen ihn auch, sie schließen wieder Frieden, vergessen oder vergeben bewußt, aber rächen sich auch. Sie hetzen einen Hitzköpfigen auf, lachen ihn aus, verdrehen ihm den Kopf und machen ihn rebellisch oder schieben einen Dummkopf vor (deshalb muß ein Unschuldiger so oft leiden). Sie fordern dickköpfig: Sei uns ein Vorbild und — ganz der Hauptforderung jeder Erziehungstheorie entsprechend — gib uns ein Beispiel, nicht mit Worten, sondern mit Taten. Der Erzieher steht vor dem Dilemma: entweder beginnt er die beschwerliche, mühsame und unendliche Arbeit an seiner eigenen Unvollkommenheit, oder er verbannt — was wesentlich bequemer ist — die Theorie. Etwa: die Bücher lügen und die Theoretiker sind Zechpreller. Der Schreibtisch des Gelehrten ist nicht das Leben. Mit dem Diplom habe ich Rechte erworben. Jetzt werde ich allein handeln, auf eigene Faust. Oder: vielleicht geht's auch so, aber nicht bei uns; vielleicht unter anderen Bedingungen; viel-

leicht bei anderen Kindern. Denn meine sind eine Bande, Meute, Gesindel. Man muß sie scharf anfassen.

Also — Verbote und Einschränkungen. Das eigene Leben wird völlig von ihrem Leben und ihren Erlebnissen isoliert. Nur um der Ordnung willen. Ordnung muß sein — eine eiserne Hausdisziplin. Schon ist der Erzieher nicht mehr der Vertreter der Sache des Kindes, der Verteidiger der Jungen, Kleinen, Schwachen, Seelsorger der Unerfahrenen, sondern ein Wächter, befangener Ankläger, Verwalter, Menschenschinder. Schon ist er nicht mehr Erzieher, sondern Inspektor, Leiter — des Gebäudes, über dessen Kanalisation, Inventar, Kanzlei, ein Magazinverwalter von Hosen und Schuhen. Ich schätze die Verwaltung nicht gering ein, das würde ein unverzeihlicher Fehler sein. Pedantisch, sauber verwalten, damit nichts verschwendet wird. Res sacra (eine heilige Sache). Auch die Kinder müssen verstehen und empfinden, daß du für sie mühsam erwirbst und sparst. Nur dann kannst du als Verwalter strafen, obgleich du als Erzieher vergibst. Wenn der Erzieher den Kontakt zu den Kindern verliert, indem er nur seine Lieblinge, Vertrauten und Faktoten toleriert, weil sie bequem sind, wird er sich dann noch um eine gewissenhafte Verwaltung bemühen, wird das der Mühe wert sein? Wird er sich nicht eher mit jenen verbinden, die die Rechtlosen, Wortlosen und dem Diebstahl Ausgelieferten ausbeuten wollen? Immer nur handeln, wie es am bequemsten ist, ohne Anstrengung, ohne Mühe, mit dem größten Nutzen für sich selbst verbunden: das Inventarbuch und die Disziplin. Dem entspricht die Phrase: ich hörte die Kinder an und lehre Ordnung; so erziehe ich die künftigen Mitglieder der Gesellschaft.

Den Weg zur Selbsterziehung und zum Kampf gegen dich selbst findest du, junger Erzieher, nur in dir.

Aus: Janusz Korczak: Von Kindern und anderen Vorbildern. Gütersloh 1979. (Gütersloher Verlagshaus Gerd Mohn, Gütersloh, S. 120 bis 122). Wir danken dem Verlag für die Nachdruckerlaubnis. — Die Red.

Ein pädagogisches Nachwort zu Janusz Korczak

Wir haben den Aufsatz „Die Erziehung des Erziehers durch das Kind“ von Janusz Korczak zur Vorbereitung auf die

Zu diesem Heft

Die Jahrestagung der Internationalen Gesellschaft für Heimerziehung (IGfH), die vom 2. bis 4. Oktober 1985 in Münster stattfindet, hat die Frage „Warum Erzieher sein?“ zum Thema. Sie wird in einem Untertitel gleich beantwortet: „Das Heim als 'lohnender Lebensort' für Kinder, Jugendliche und Erwachsene.“

Dieser programmatische Anspruch widerspricht dem Bild vieler Heime, „letzte“ Station zu sein.

Wenn eine Fachtagung die Situation der Erziehenden Berufe in den Vordergrund rückt, besteht die Gefahr, von außen nur als berufsständische Interessenvertretung wahrgenommen zu werden. Erziehen als berufliche Aufgabe wird jedoch – so die Vorbereitungsgruppe der IGfH-Jahrestagung – verstanden als ein Spannungsfeld zwischen

- den Kindern und Jugendlichen mit ihren Stärken und Schwächen sowie ihren Problemlagen;
- dem Erzieher mit seiner persönlichen und beruflichen Identität;
- den Institutionen mit ihrem organisatorischen und rechtlichen Rahmen, ihren Regeln und Grenzen.

Erziehen ist dabei immer „eingebettet“ in eine gesellschaftliche Realität mit allgemein gesellschaftspolitischen bzw. speziell sozialpolitischen Rahmenbedingungen, also den ökonomischen Bedingungen, politischen Interessen, dem finanziellen Rahmen usw.

Das Ziel pädagogischer Konzepte muß es also sein, das Kind, den Erzieher und die Institution mit ihren jeweiligen Fähigkeiten, Ansprüchen und Realitäten immer wieder neu in eine der spezifischen Situation angemessene „Balance“ zu bringen.

Damit ist kein statisches, immerwährendes Gleichgewicht, sondern ein ständiger Prozeß zwischen Provokation und Ausgleich gemeint: ein pädagogischer Prozeß zwischen Kind, Erzieher und Institution innerhalb gesellschaftlicher Rahmenbedingungen.

*Kontakt zur Vorbereitungsgruppe:
Dr. Klaus Münstermann, Diakonisches Werk Westfalen e.V., Postfach 2404, 4400 Münster, Telefon: 0251/2709-201*

JGfH-Tagung in Münster ausgewählt, weil Korczak – beinahe plaudernd – zum Kern des Erzieherischen vorstößt, er – Janusz Korczak –, den die meisten von uns „nur“ als den Juden kennen, der gemeinsam mit seinen 200 Heimkindern 1942 aus dem Warschauer Ghetto in den Gastod Treblinkas ging. Hier, in diesem Text, erleben wir Korczak als Erzieher, erfahren im Umgang mit Kindern, kritisch sich selbst gegenüber, bereit zur steten Korrektur, liebevoll im Ton über die Kinder – und sie doch durchschauend auch in ihren Unzulänglichkeiten, nicht belehrend, sondern augenzwinkernd, ein wenig ironisch argumentierend. Heiterkeit verbindet sich mit der Härte des Alltags, die zur Mühsal werden kann. Der Kern des Erzieherischen: Das Kind lehrt und erzieht.

Was bedeutet dies für Janusz Korczak? Ich muß die Besonderheit des Kindes ernst nehmen, muß bereit sein es zu verstehen, muß fragen und beobachten. Erziehung meint dialogisches Lernen von Kindern und Erwachsenen, meint den gemeinsamen Weg des sich Weiterentwickelns.

Das ist schwer, Korczak weiß es. Widerstände gilt es zu überwinden, meine Bequemlichkeit, meine Neigung, die Ordnung zur wichtigsten Sache zu machen, mich der Verwaltung zu verschreiben.

Auch die Kinder sind nicht nur „lieb“, ganz zu schweigen von der Gruppe, die mich genau kennt, vor allem meine Schwächen, meine Fehler, die bereit ist zum Kampf mit mir, dann aber auch zum Frieden.

Die größte pädagogische Schwierigkeit ist wohl die: balancieren zu müssen zwischen den Ansprüchen der Gesellschaft und dem Eigenrecht des Kindes, so zu sein, wie es ist – und dabei „Vertreter der Sache des Kindes“ zu bleiben, nicht zum „Inspektor“, zum „Magazinverwalter von Hosen und Schuhen“ zu werden.

Dies wird mir gelingen – so Korczak – durch die „in schwerer Mühsal errungene moralische Kraft, die Wahrheit zu suchen“, in kritischer Auseinandersetzung mit mir selbst, durch Beobachtung und Frage, durch hartnäckige Skepsis gegenüber einer gesellschaftlichen Wirklichkeit, die die Kleinen, die Kinder, die Schwachen unterdrückt – durch Selbsterziehung.

Internationale Gesellschaft für Heimerziehung

Die Internationale Gesellschaft für Heimerziehung ist eine Sektion der *Fédération Internationale des Communautés Éducatives (FICE) e.V.*, die 1948 unter Mitwirkung der UNESCO gegründet wurde und beratenden Status bei der UNESCO hat. Die FICE bemüht sich auf nationaler und internationaler Ebene um eine Förderung und Reform der Heimerziehung sowie um die Förderung alternativer Erziehungsformen im Sinne der Charta des Kindes. Sie ist eine selbständige, gemeinnützige Organisation. Ihr Generalsekretariat befindet sich in Zürich.

Nationale Sektionen der FICE bestehen u.a. in: Belgien, Bundesrepublik Deutschland, Dänemark, Deutsche Demokratische Republik, Frankreich, Großbritannien, Irland, Israel, Jugoslawien, Luxemburg, Niederlande, Österreich, Polen, Schweden, Schweiz, Tschechoslowakei, Tunesien, Ungarn. Die FICE-Sektion Bundesrepublik Deutschland trägt den Namen *Internationale Gesellschaft für Heimerziehung (IGfH)*. Sie ist ein gemeinnütziger Verein; ihr Sitz ist Frankfurt am Main.

Sie verfolgt die Ziele der FICE u.a. durch:

- Veranstaltung von Fortbildungstagen und Seminaren in der Bundesrepublik und auf internationaler Ebene, vor allem mit den anderen Sektionen der FICE;
- Unterstützung der Erforschung spezifischer Probleme der Heimerziehung an deutschen und ausländischen Einrichtungen;
- Information und Veröffentlichung neuer Erkenntnisse aus jugendhilfe-relevanten Wissenschaftsbereichen, auch aus dem Ausland;
- Hilfeleistung und Beratung zur Lösung pädagogischer und organisatorischer Probleme der Heimerziehung;
- Förderung von Modelleinrichtungen, die experimentellen Charakter haben;
- Mitarbeit an der Entwicklung vorbeugender Jugendhilfe, auch im Hinblick auf die Kodifizierung eines in sich geschlossenen Jugendrechts;
- Einflußnahme auf die öffentliche Meinung mit dem Ziel, die Bedeutung der Heimerziehung und ihrer Mitarbeiter in das öffentliche Bewußtsein zu heben und die Vernachlässigung der Heimerziehung in Ursache und Auswirkung aufzuzeigen.

Mitglieder der internationalen Gesellschaft für Heimerziehung sind:

- natürliche Personen
- freie Träger und Vereinigungen der Jugendhilfe sowie soziale Ausbildungsstätten
- staatliche und kommunale Träger der Jugendhilfe

Nähere Informationen über Ziele und Arbeit der IGfH können angefordert werden von der IGfH-Geschäftsstelle, Heinrich-Hoffmann-Straße 3, 6000 Frankfurt 71, Telefon 069/6706-251.

Dieter Sengling

Warum ich Erzieherin bin

Von Anette Düe

Nachdem ich mich entschieden hatte, einen Beitrag über die Frage zu schreiben, warum ich Erzieherin bin, merkte ich, daß dies nicht so einfach ist — zum einen, weil es mit der Antwort „Ich wollte schon immer mit Kindern arbeiten“ nicht getan ist, zum anderen, weil ich — um das Thema nicht oberflächlich zu behandeln — sehr persönliche Gründe anführen muß.

Gehe ich von dem *Heute* aus, so muß die Frage auch anders gestellt werden: Warum bin ich nach sechs Jahren pädagogischer Tätigkeit immer noch Heim-erzieherin?

Die Gründe liegen im wesentlichen in drei Momenten, auf die ich näher eingehen möchte: Es sind erstens die äußeren Bedingungen, die es mir ermöglichen und immer noch ermöglichen, mich als Erzieherin ernst zu nehmen. Zweitens sind mir die Auseinandersetzungen mit dem Inhalt der Arbeit und damit verbunden auch die Mitarbeit an der Weiterentwicklung der pädagogischen Konzeption in den Einrichtungen wichtig; und schließlich spielt meine persönliche Vorstellung vom Leben eine zentrale Rolle.

Nachdem ich die Schulausbildung als Erzieherin beendet hatte, aber immer noch nicht genau wußte, was das Erzieherdasein bedeutet, hatte ich das „Glück“, an der Laborschule in Bielefeld mein Anerkennungsjahr zu machen. Hier wurde ich als Erzieherin ernstgenommen. Nach relativ kurzer Zeit wurde mir deutlich — besonders auch durch die ständige Diskussion und Zusammenarbeit mit anderen Pädagogen —, daß ich gegenüber mir, den Kindern und deren Eltern eine Verantwortung zu tragen habe, die es galt, in eigenverantwortliches Handeln umzusetzen. Ich erfuhr in Gesprächen mit Mitarbeitern und Eltern, vor allem in der Auseinandersetzung mit den Kindern, was ich zu tun hatte.

Durch die Praxis lernte ich drei einfache Dinge, die mir in der Schule nicht vermittelt wurden: Abgucken, Nachahmen und das Überprüfen meines Handelns. Dies mag sich banal und einfach anhören, ist es aber meiner Meinung nach nicht, da hier wesentliche Momente des Lernens und Erziehens angesprochen werden: Praktische Arbeit lernen durch

ein „Vorbild“ — im positiven Sinne — und sich immer wieder kritisch mit dem eigenen Handeln auseinandersetzen!

So war es für mich sehr wichtig, Menschen zu haben, die mich in meiner Eigenverantwortung ernstnahmen, und mit denen ich die alltägliche Arbeit, den Heimalltag, besprechen konnte. Auf diesem Weg konnte ich selbst zum „Vorbild“ werden — sei es für Praktikanten, sei es für die Kinder.

Um ehrlich zu sein, muß ich zugeben, daß ein wesentliches Moment, warum ich Erzieherin wurde, sicher auch darin lag, daß ich Erfahrungen, die ich mir in meiner eigenen Erziehung gewünscht hätte — Liebe, Geborgenheit und Zuwendung — nun den Heimkindern ermöglichen wollte.

Ich mußte mir dabei im übrigen sehr schnell abschminken, Elternersatz sein zu können, zum einen, weil es mich hoffnungslos überforderte; zum anderen, weil die Kinder selbst mir vermittelten, einzugestehen, daß ich nicht Elternteil sein kann — Heimerziehung bleibt immer professionelle Erziehung. Heute sehe ich mich eher als Stellvertreterin der Eltern für eine gewisse Zeit. Um dies zu können, half mir ein Vortrag, den Anne Frommann zum Thema „Stellvertretung“ in ihrer Festrede zur Einweihung des Ev. Kinderheims in Scherfede hielt:

„Gerade weil die Erwachsenen wissen, daß es keinen Ersatz für die Eltern gibt, können sie hier menschlich sein zu Kindern und mit ihnen an der Wiederherstellung der beschädigten Gegenwart arbeiten, wie Dorothee Sölle das ausdrückt. Ein Zuhause auf Zeit ist viel besser als Heimatlosigkeit, und auch das Leiden der Erwachsenen unter der Aufgabe der Stellvertretung, die nie ganz an das eigentliche heranreicht, ist sehr menschlich.“

Als Stellvertreterin bin ich nicht selbst die Betroffene, die das Kind in die Welt gesetzt hat, die die Verantwortung dafür trägt, daß es „funktioniert“ und „klarkommt“, sondern eine Person, die mit dem Kind gemeinsam überlegt, soweit möglich, wie die Entwicklung weitergehen könnte.

Ein weiterer wichtiger Grund für mein Erziehersein ist die Neugierde, die mich antreibt. Ich bin neugierig auf mich und andere Menschen. Dies bedeutet, daß ich mich selbst ausprobieren mit anderen Menschen, Spiegelbildern meiner selbst begegne, diese zu erkennen und zu ak-

zeptieren lernen muß — um dadurch fähig zu werden, auch die Kinder als eigenständige Personen zu verstehen.

So ist es notwendig, mich selbst ständig neu zu hinterfragen, in der alltäglichen Arbeit im Heim, aber auch im Rahmen von Fortbildung, Supervision, in der Begegnung mit anderen Menschen, die mich bei der alltäglichen Arbeit sahen und sehen, mich kritisieren und mir die Möglichkeit gaben, mich besser sehen zu können, mit meinen Fehlern und Schwächen, aber auch mit den Stärken, die ich habe. Aus dieser Erfahrung heraus, daß es Menschen gibt, die mich ernst nehmen, meine Weiterentwicklung begleiten, kann ich Beziehungen eingehen, die zwar oft kurz, aber ehrlich und somit wichtig sind.

Ich möchte sagen, daß ich gerne Erzieherin bin! Ich erlebe diesen Beruf — heute mehr denn je — in einem ständigen Wandel, in dem Stillstand nicht gefragt ist, und ich wünsche mir, daß ich diesen Wandel in meinem Beruf auch zukünftig kritisch begleiten kann. ■

Personalien

Korczak-Preis 1985 verliehen

Die israelische Schriftstellerin Mirjam Akavia hat den diesjährigen Preis der Deutschen Korczak-Gesellschaft verliehen bekommen. Die Preisträgerin war 1927 in Krakau geboren worden, 1945 wurde sie aus Bergen-Belsen befreit, heute lebt sie in Tel Aviv. Bekannt wurde vor allem ihr Buch „Herbsttage — Das Schicksal eines jüdischen Jungen 1942“; des weiteren schrieb sie zahlreiche Erzählungen sowie eine hebräische Familiensage aus der jüdischen Gesellschaft Polens mit dem Titel „Mein Weingarten“. In der Verleihungsurkunde heißt es: „Gelitten unter Deutschen, hat sie aus langem Schweigen ihre Stimme gefunden, zu erinnern, im Geiste Janusz Korczaks junge Menschen angesprochen, ihnen berichtet und erzählt, treu der Weisheit ihres Volkes, daß Erinnerung das Fundament der Versöhnung ist.“

Deutsche Korczak-Gesellschaft, Prof. Dr. Erich Dauzenroth, Karl-Glöckner-Straße 21 (Philosophikum III), 6300 Gießen

Heime — lohnende Lebensorte?

Von Jürgen Blandow

1.

Der Titel ist einer Broschüre der bremischen Heimkonferenz (1) entnommen. „Die bremischen Heime jedenfalls nehmen für sich in Anspruch, sich zu lohnenden Lebensorten für Kinder und Jugendliche entwickelt zu haben“, heißt es im Vorwort. Diese selbstbewußte Behauptung hat beeindruckt: der „lohnende Lebensort“ wurde zum Thema der IGfH-Jahrestagung 1985. Es gab auch Bedenken gegen den Titel. Warum?

Nun: „Lohn“ weckt ja nicht nur positive Assoziationen: Materialismus, instrumentelles Denken, Lohnabhängigkeit und dann auch noch dieses nicht eben schmeichelhafte Wort zur Charakterisierung professioneller Pädagogik, Lohnerziehung und noch schlimmer, Lohnerzieher-Mentalität und Lohnerzieher-Gleichgültigkeit. Dies assoziierten die Kritiker.

Aber „Lohn“ ist auch, Kluges Etymologisches Wörterbuch befragt, ein Wort mit interessanter Herkunft, ein Wort, das auch andere Assoziationen zuläßt. Die germanische Grundform ist „lau-na“, „die Beute“, im Griechischen steckt das Wort in „apolauein“, das heißt „genießen“. „Als ältester Lohn erscheint die Beute, zumal die erjagte“, sagt der Sprachforscher und erwähnt aber auch den ersten Bedeutungswandel: lateinisch „lucrum“ meint bereits „Gewinn“.

Die Ambivalenz steckt also schon im Wort, in seinem Bedeutungswandel: der Genuß, den es macht, eine Beute erjagt zu haben einerseits, der erzielbare Gewinn durch Arbeit andererseits, zwei Arbeitskonzeptionen demnach, Arbeit als Lebenstätigkeit, Arbeit als entfremdete Lohnarbeit. Als junger Mann schrieb Karl Marx (2):

„Gesetzt, wir hätten als Menschen produziert: Jeder von uns hätte in seiner Produktion sich selbst und den anderen doppelt bejagt. Ich hätte 1. in meiner Produktion meine Individualität, ihre Eigentümlichkeit vergegenständlicht und daher sowohl während der Tätigkeit eine individuelle Lebensäußerung genossen, als im Anschauen des Gegenstands die individuelle Freude, meine Persönlichkeit als gegenständliche, sinnlich anschauliche und darum über alle Zweifel erhabene Macht zu wissen. 2. deinen Genuß oder in deinem Gebrauch meines Produkts

hätte ich unmittelbar den Genuß, sowohl das Bewußtsein, in meiner Arbeit ein menschliches Bedürfnis befriedigt, also das menschliche Wesen vergegenständlicht und daher dem Bedürfnis eines anderen menschlichen Wesens seinen entsprechenden Gegenstand verschafft zu haben. 3. für dich der Mittler zwischen dir und der Gattung gewesen zu sein, also von dir selbst als einer Ergänzung deines eigenen Wesens und als ein notwendiger Teil deiner selbst gewußt und empfunden zu werden, also sowohl in deinem Denken wie in deiner Liebe mich bestätigt zu wissen. 4. in meiner individuellen Lebensäußerung unmittelbar deine Lebensäußerung geschaffen zu haben, also in meiner individuellen Tätigkeit unmittelbar mein wahres Wesen, mein menschliches, mein Gemeinwesen bestätigt und verwirklicht zu haben. Unsere Produktionen wären ebenso viele Spiegel, woraus unser Wesen sich entgegenleuchtete. Dies Verhältnis wird dabei wechselseitig, von deiner Seite geschehe, was von meiner geschieht.“

Ich baue (mit) den Kindern meiner Gruppe ein Spielhaus aus den Materialien, die Haus, Garten und naher Wald hergeben. In dem fertigen Haus sehe ich meinen im Kopf entwickelten Bauplan, meine Gestaltungsideen, meine Freude an schmückenden Einzelheiten verwirklicht; ich habe meine Individualität im Haus vergegenständlicht, das Haus spiegelt mich. Die Kinder spielen in dem Haus; ich genieße es zu sehen, wie die Kinder mit meinem Produkt spielen und es genießen; ich weiß jetzt, ich habe etwas geschaffen, was für die Kinder und ihre Entwicklung gut ist, ihr kreatives Spiel trägt zu ihrer Vermenschlichung bei. Ich weiß aber auch, ich habe nicht einfach etwas geschaffen, was schon immer in mir drin war; der Bauplan in meinem Kopf, die Regeln der Dachkonstruktion, meine handwerklichen Fähigkeiten sind in vielen Generationen der Menschheit entwickelt worden, ich bin also Mittler geworden zwischen kulturellem Erbe und dieser neuen Generation. Meine Fähigkeit zum Spielplatzbau ergänzt ihre noch nicht ausgeprägten Fähigkeiten; ich weiß, daß die Kinder wissen: unser Spiel wurde durch seine Tätigkeit ermöglicht; ihr Spielen bestätigt also auch mich. Durch meine Tätigkeit schließlich habe ich ihre Tätigkeit ermöglicht, ich habe meine Gesellschaftlichkeit verwirklicht, indem ich mich als gesellschaftliches Wesen bestätigte und ihre Gesellschaftlichkeit entwickelte.

Die „Übersetzung“ schöpft gewiß nicht alles aus; und es hätten auch andere Beispiele gewählt werden können, nicht

nur aus dem Bereich der materiellen Produktion, der Umwandlung äußerer Natur, sondern auch aus Bereichen der Umwandlung innerer Natur, z.B. in einem genuin therapeutischen Arrangement. Die Psychoanalyse, hier Bettelheim, hat immer wieder ähnliches wie Marx betont: Die persönliche Beziehung, die verständnisvolle Interaktion zwischen Therapeut und Kind führt zu wechselseitigem Persönlichkeitswachstum. Das Kind erlebt seine Wichtigkeit für den Betreuer und lernt dadurch, sich selbst wichtig zu nehmen; dem Therapeuten verschafft es persönliche Befriedigung zu erleben, daß sein Patient Fortschritte macht.

Jedes Beispiel würde zeigen, „so etwas“ gibt es konkret im Arbeitsalltag eines Erziehers und also auch im Alltag der Kinder, aber jedes Beispiel erinnert auch an den Ausnahmecharakter solcher Momente und die Schwierigkeit, sie zu erfassen, sie zu halten oder gar bewußt zu suchen. Sie entstehen, oft ohne bewußtes Zutun, einfach und werden als Glücksmomente erlebt, die momenthafte Realisierung eines „sinnvollen Lebens“ (Agnes Heller), oder sie tauchen, als flüchtiges und kaum erfaßtes Moment inmitten einer Alltagshandlung auf, als ein widersprüchlicher Aspekt in ihr, oder sie werden von einem interessierten Erzieher (also das Gegenteil von einem gleichgültigen) provoziert und vielleicht gefunden.

Jenseits solcher Momente „sinnvollen Lebens“ ist der Alltag der Erzieher und der Alltag der Kinder alles andere als „Vergegenständlichung“ von Individualität, wechselseitiger Genuß von Lebensäußerungen, statt dessen „tägliche Sorge“ (Karel Kosik), Anwendung undurchschaubarer oder für unveränderbar gehaltener Regeln, Verzehr und Gebrauch von Fertigprodukten (sei es der Dosenmahlzeit oder des letzten Schreies auf dem Therapiemarkt), Ausführung von Handlungen im Rahmen des „Sachzwangs“ und Verwaltung der Langeweile. Man weiß, daß dies kein Spezifikum der Heimerziehung ist.

Entscheidend ist aber: es gibt beides. Ohne das Eine ist das Andere weder zu denken, noch zu ertragen. Daß es beides gibt, liegt in der Sache der Pädagogik, einem Interaktionsprozeß zwischen lebendigen Menschen einerseits, Menschen also mit Hoffnungen, Phantasien, Affekten, einem in „Sachzwänge“ eingebetteten, den Regeln „instrumenteller Vernunft“ (Marcuse) subsu-

mierter, Interaktion andererseits. Genaußhafte Tätigkeit und gewinnträchtige Arbeit sind zwei Seiten der gleichen Sache, aber nicht notwendig gleichgewichtige. Auf das Gewicht, das die erste Seite bekommt und die es innerhalb einer bestimmten Heimstruktur erhalten kann, kommt es an.

Zur Bestimmung dessen, was „lohnender Lebensort“ heißen soll, ist festzuhalten:

● Das Heim als „lohnender Lebensort“ ist nur zu denken als wechselseitiger Bezug, im Rahmen der Interaktionsbeziehung Erzieher-Kind, zwischen Erziehern und Kindern. Nur, was sich für die Erzieher „lohnt“, „lohnt“ sich auch für die Kinder (daß es für die Kinder auch außerhalb der Erzieher-Kind-Interaktion lohnende Momente geben kann, ist selbstverständlich; ob sie, beispielsweise in der Interaktion der Kinder untereinander, entstehen ist weder abhängig noch unabhängig vom Erzieher und der Heimstruktur und dem „Geist“ des Heimes).

● „Lohnender Lebensort“ ist nicht zu denken ohne das Spannungsverhältnis zwischen entfremdeter und nicht-entfremdeter Arbeit. Heimerziehung ist nie pure „Lohnerziehung“, aber auch nie pure „lohnende Erziehung“. Vom Heim als „lohnenden Lebensort“ sprechen heißt, das Spannungsverhältnis zu kennen und die „lohnenden“ Momente zu suchen.

2.

Der Titel der bremischen Broschüre heißt: „Heime in Bremen. Lebensorte für Kinder, nicht 'letzte Station'“. Der Titel hat bremisches Kolorit, auch wenn das Problem nicht nur bremisch ist. „Notwendig bleibt die permanente Überprüfung und Erneuerung der Erziehungskonzeptionen der Heime, ihrer Funktion als letzte Auffangstelle für Kinder und Jugendliche mit schweren Verhaltensstörungen“, heißt es in einer Senatsvorlage des Jugendressorts zur Zukunft der Erziehungshilfen in Bremen.

Und an anderer Stelle, Grenzen der Heimerziehung definierend, „... sie (die Heime, J.B.) bleiben aus strukturellen, juristischen und institutionellen Gründen auf eine Partialbehandlung beschränkt. Ein nachhaltig positives Ergebnis ist relativ selten.“ (3) Dieser senatorischen Polemik haben die bremischen Heime ihr Broschüren-Motto entgegengehalten: eine „letzte Auffangstelle“ kann kein Lebensort sein und ein Lebensort für Kinder darf nie als „letzte Station“ beschrieben werden. So gesehen enthält die selbstbewußte Äuße-

rung der bremischen Heime („Wir nehmen für uns in Anspruch...“) auch selbst einen Schuß Polemik: Ihr da im Senat kümmert euch einen Dreck um die Kinder und uns; ihr wollt uns und die Jugendlichen auf eine schlechte Wirklichkeit festklopfen; ihr entzieht uns alle Voraussetzungen für eine „lohnende“ Arbeit. Der Hauptvorwurf aber ist: Indem ihr unsere Institution zur letzten Auffangstelle erklärt, benennt ihr die Kinder und Jugendlichen, die zu uns kommen, als „Allerletzte“ und ernennt uns Erzieher zu ihren Verwaltern. Indem ihr sie und uns so definiert, macht ihr sie und uns dazu.

Das Gegenteil von dem ist, die schwierigsten, also die am meisten leidenden Kinder und Jugendliche, zu den Ersten zu erklären und sie also zu den Ersten zu machen. Wie Bruno Bettelheim zum Beispiel, oder Makarenko. Bettelheim war als „Parasit“ und als „Allerletzter“ behandelt worden, in einem deutschen KZ. Er erkannte dies als das pervertierte Extrem eines Systems, das seine Probleme per Ausschließung zu lösen trachtet. Er baute darum ein Heim, in dem er die Letzten zu den Ersten machte: kein Blechnapf für die vandalierenden Jugendlichen, sondern teures Porzellan, „echte Kunst“ an den Wänden und sogar den Lokus noch zum „lohnenden Ort“ ausgestaltet: Äußerlichkeiten vielleicht, aber Beispiele für eine pädagogische Haltung, die von der Dialektik von Benennung und Identifizierung weiß, oder von Makarenkos: aus dem Lump macht man nur einen Pionier, wenn man seine Lumpen verbrennt und ihn in eine Garde-Uniform steckt.

Aus diesen Überlegungen ergeben sich zwei weitere Folgerungen:

● Ein „lohnender Lebensort“ wird niemandem geschenkt. Er muß erkämpft werden. Der Kampf um ihn wird selbst zu einem Moment seiner Bestimmung, — sofern er bewußt geführt wird.

● Als „lohnender Lebensort“ muß das Heim auch dann gegenüber anderen Beschreibungen verteidigt werden, wenn es dies in seiner vollen Bedeutung nicht ist, — sofern die Benennung von der Suche nach lohnender Praxis getragen wird und sie also Moment dieser Praxis ist.

3.

Wenden wir uns jetzt der senatorischen Grenzziehung zu. Mit der Erfahrung eines Heimleiters hat schon einmal jemand über „die Grenzen der Erziehung“ nachgedacht. Siegfried Bernfeld, — psychoanalytisch geprägter sozialistischer Pädagoge, 1919 Begründer des

Kinderheims Baumgarten bei Wien, jenes Heimes, in dem er einen „ernsthafte Versuch mit neuer Erziehung“ unternahm und das an einer bornierten Bürokratie scheiterte —, definiert die Grenzen ähnlich, aber anders (4): Wohl sind die Grenzen der Erziehung die „strukturellen, juristischen und institutionellen Rahmenbedingungen“, aber diese sind weder vom Himmel gefallen, noch inhaltsleere Abstrakta, sondern von Menschen produzierte, mit den Interessen herrschender Schichten durchtränkte und mit der Macht, die den herrschenden Institutionen zur Verfügung stehen, bis in die Psyche der Menschen hinein durchsetzte.

An anderer Stelle heißt es, den Kern seiner Auseinandersetzung um eine „neue Erziehung“ reflektierend, zur Disziplin in Erziehungsanstalten:

„Die Disziplin in Erziehungsanstalten ist nicht das Resultat rationaler Erwägungen; nicht aus den Zwecken und aus den Gegebenheiten wurde eine geeignete Bewältigungsform der Aufgabe Disziplin gestaltet; sondern man verwendete, als man sich vor den neuartigen Problemen, die eine Erziehungsanstalt bietet, sah, die anderwärts üblichen Methoden mit jenen Modifikationen, die jeweils nötig erschienen. Es gibt daher kein in jeder Hinsicht eigenartiges soziales Gebilde, das Disziplinform der Erziehungsanstalten heißen könnte, sondern Modifikationen und Kombinationen einer Reihe von Vorbildern. Die Vorbilder sind anderen Erziehungsstätten, dem Haushalt, der Schule, oder anderen Anstalten, der Kaserne, dem industriellen Betrieb, dem demokratischen Verwaltungsapparat (Parlament) entnommen; (unter Vernachlässigung der weniger wichtigen Vorbilder: Kloster, Spital, Gefängnis).“

Entscheidend für Bernfelds Auffassung ist: jedes Heim kann sein Material, aus dem es seinen spezifischen Stil entwickelt, nur aus dem nehmen, was in der Gesellschaft vorhanden ist; die Grenzen einer „vollen demokratischen Disziplin“, wie sie Bernfeld als Kern der „neuen Erziehung“ vorschwebt, sind darum die Grenzen einer „nicht-vollen“ demokratischen Gesellschaft, schärfer gesagt, einer Klassengesellschaft und nicht nur jener kapitalistischer Prägung. Aber so wie es wichtig ist, die Grenzen zu kennen und zu benennen, so wichtig ist es auch, die in der Gesellschaft vorhandenen Widersprüche zu untersuchen, Widerspruchs-Bewußtsein zu entwickeln, zu neuen Synthesen zu kommen, Faktoren auszumachen, die es erlauben, „die Sache der Menschheit“, nämlich ihre bewußte Vergesellschaftung, voranzutreiben.

Wiederum ergeben sich daraus Folgerungen:

● Die „strukturellen, juristischen und institutionellen Rahmenbedingungen“

kennzeichnen nicht die Grenzen der Heimerziehung, sondern die Grenzen der Erziehung in einer Klassengesellschaft überhaupt: sie gelten im gleichen Umfang für die Familien- und Schulerziehung, die Familienhilfe, die Jugendhilfe überhaupt. Ihre Kennzeichnung als Grenzen der Heimerziehung sind darum nichts als schlechte Propaganda.

● Wer einen „lohnenden Lebensort“ will, darf weder an den Grenzen zweifeln, noch sie akzeptieren. Er muß die „Materialien“ die er zur Verfügung hat, unter anderem die „strukturellen, juristischen und institutionellen Rahmenbedingungen“, solange kneten, bis sie etwas hergeben für einen gärenden Teig.

● Es gibt keine Garantie dafür, daß der Teig aufgeht. Das Heim kann nicht als „lohnender Lebensort“ gebaut, sondern nur von denen, die in ihm leben und arbeiten, geschaffen werden. Lohnender Lebensort ist nicht Zustand, sondern Prozeß. Er muß immer neu produziert werden, ist aber nie fertig.

4.

Es mag sinnvoll sein, das Gemeinte mit den pragmatischeren Formulierungen in der bremischen Broschüre zusammenzufassen (5):

„Heimerziehung ist damit in ihnen, die Persönlichkeitsentwicklung von Kindern/Jugendlichen fördernden und hemmenden Momenten beschrieben. Möglichkeiten und Grenzen von Heimerziehung wollen wir nicht statisch, sondern aus alltäglich ablaufenden, von widersprüchlichen Bedingungen geprägten Handlungsprozessen heraus verstanden wissen. Wo ein Prozeß abläuft, ist Bewegung. Wo sich etwas bewegt, ergeben sich immer neue Ansatzpunkte für Veränderung. Die Qualität der Heimerziehung bemißt sich daran, welche Seite der genannten Widersprüche stärker zum Tragen kommen. Ihr Erfolg ist nicht absolut, sondern nur in Verhältnisbegriffen meßbar: Es seien abschließend einige Beurteilungskriterien genannt:

- der Grad der Offenheit eines Heimes für relevante Einflüsse von außen
- der Grad des Rückgängigmachens von Ausgrenzungsprozessen gegenüber der Entstehung neuer heimspezifischer Verhaltensweisen
- der Grad des Einsatzes pauschaler institutioneller Regelungen gegenüber individuell abgestimmten Vereinbarungen,
- der Grad an möglicher Intimität und Toleranz gegenüber zeitweise belastenden persönlichen Krisen,
- der Grad der Selbstbestimmung und Zielgerichtetheit persönlicher Lebensplanung der Kinder/Jugendlichen
- der Grad der Übereinstimmung des Bewußtseins von eigenen Fähigkeiten und gesellschaftlichen Chancen mit der Realität,

- der Grad der Solidarität bei der Durchsetzung eigener Interessen.

Es liegt nicht nur im Bemühen kompetenter Erzieherpersönlichkeiten, wieweit diese Kriterien praktisch werden, sondern auch in der Unterstützung durch die Gesamtorganisation von Heimerziehung im System der Jugendhilfe.“

Anmerkungen

(1) Heime in Bremen. Lebensorte für Kinder, nicht „letzte Station“, im Auftrage der Heimkonferenz des Landes Bremen, erstellt von J. Blandow, H. Bönig, E. Figura, M. Latzke, W. Rodefeld, S. Schuster, G. Spieker, G. Wied, Bremen 1984 (vergriffen).

(2) K. Marx: Auszüge aus James Mills Buch: „Elements d'economie politique“. In: MEW (-Ergänzungsband I), S. 462 f.

(3) Freie Hansestadt Bremen. Der Senator für Soziales, Jugend und Sport: Bericht über Erziehungshilfen in Bremen, Bremen (hektographiert) 29. April 1982

(4) Bernfeld, Siegfried: Sisyphus oder die Grenzen der Erziehung, Frankfurt 1973 (erstmalig 1925) sowie ders.: Die Formen der Disziplin in Erziehungsanstalten. In: Antiautoritäre Erziehung und Psychoanalyse I, hrsg. von Lutz von Werder und Reinhart Wolff, Frankfurt/M. 1974 (Zitat S. 224).

(5) a.a.O., S. 67 f.

Was eine Erzieherin oder ein Erzieher in der Jugendhilfe heute können muß

Gedanken zur Professionalisierung

Von Karl Späth

Wenn in der Folge ausschließlich von „dem“ Erzieher gesprochen wird, dann sind damit Männer und Frauen gemeint. Obwohl ja die Frauen in unserem Arbeitsfeld noch immer die Mehrzahl der Beschäftigten sind, hat sich eingebürgert, diese unter die männliche Berufsbezeichnung zu subsumieren. Ob damit unbeabsichtigt zum Ausdruck kommt, daß die Frauen zwar das Geschäft machen, die Männer aber das Sagen haben? Für mich ein Grund zur verunsichernden Nachdenklichkeit.

Gleich vorneweg — wer von meinen Ausführungen eine wissenschaftlich ausgewiesene und durch die Praxis legitimierte Auflistung von Qualifikations- und Persönlichkeitsmerkmalen für die

Tätigkeit als Erzieher in der Jugendhilfe erwartet, der wird enttäuscht werden. Vermutlich würde mancher Arbeitgeber oder Anstellungsträger, der noch eine Erzieherstelle zu besetzen hat, angesichts des „Überangebotes“ an Bewerbern gerne Kriterien für die Auswahl haben, getreu dem Motto, je besser die Qualifikation desto besser die zu erwartende Arbeitsleistung. Es ist aber ein Trugschluß zu glauben, ein guter Erzieher garantiere eine gute pädagogische Arbeit oder umgekehrt, wenn die pädagogische Arbeit nicht befriedigend ist, dann muß das wohl an der mangelnden Eignung der Erzieher liegen. Gelegentlich, insbesondere wenn Heimleiter sich treffen, um ihre Ansichten auszutauschen, kann man dies oder ähnliches immer wieder hören.

Dabei legt eine Entwicklung der letzten Jahre, die durchaus positiv zu bewerten

ist, solche „Kurzschlüsse“ sogar nahe. Der letztlich enttäuschten Hoffnung, durch den Aufbau und die Ausweitung hochqualifizierter pädagogisch-therapeutischer Fachdienste die Qualität von Heimerziehung grundlegend zu verbessern, folgt eine wahre Renaissance des Erziehers.

Der Erzieher steht wieder im Mittelpunkt des Interesses. Sein Engagement, seine Kompetenz, seine Befindlichkeit werden als grundlegende Faktoren für die Gestaltung des Lebensalltags der im Heim betreuten jungen Menschen angesehen.

Diese Einschätzung ist sicherlich nicht falsch, sie ist aber nur halb richtig, denn die äußeren Rahmenbedingungen für die Erziehungsarbeit prägen diese mit. Wenn dies übersehen wird, dann droht die Gefahr, durch die Überstilisierung der Bedeutung der Erzieherpersönlich-

keit von den anderen Bedingungsfaktoren abzulenken.

Ist das zunehmende Interesse am Erzieher echt oder verbirgt sich dahinter die Hoffnung, Heimerziehung letztlich billiger zu machen, indem die Bedeutung von Fachdiensten, von Beratung, von Gruppengröße und Gruppenorganisation aus dem Blickwinkel geraten?

Ich kann auf diese Frage keine Antwort geben, ich halte dies auch gar nicht für nötig, solange mögliche Gefahren gesehen werden und damit, falls nötig, dagegen angegangen werden kann. Viel wichtiger erscheint es mir, daß die Erzieher den sich abzeichnenden Veränderungen nicht passiv gegenüberstehen, sondern für sich in Anspruch nehmen, das was sie als Erzieherstätigkeit verstehen, selbst zu definieren und die Rahmenbedingungen für diese Arbeit selbst aktiv mitzugestalten.

Was als erzieherische und sozialpädagogische Kompetenz gelten kann, hat Anne Frommann so beschrieben: „Ganz allgemein gesprochen sind es nach wie vor drei Formen des Könnens, die von allen verlangt werden, die ‚erziehen‘, d.h. die Kinder nicht hindern, sondern individuell und gesellschaftlich fördern wollen: Sie sollen diese Kinder als Personen annehmen, sie informieren und ein Stück Leben mit ihnen teilen. (A. Frommann; Kompetente Erzieher – Kompetenzen für Erzieher – Erzieherkompetenz. S. 69 in V. Birtsch/J. Blandow: Pädagogik, Therapie, Spezialistentum. IGfH, Frankfurt 1979)

Ein Kind oder einen Jugendlichen als Person annehmen bedeutet doch im Korczakschen Sinne, dem jungen Menschen das Recht zuzugestehen, so zu sein, wie er ist. Wie schnell sind wir Erzieher dabei, die in unseren Heimen betreuten Kinder und Jugendlichen wegen ihres Soseins zu diskriminieren, zu stigmatisieren. Was tun wir anderes, wenn wir behaupten, die jungen Leute in den Heimen würden immer schwieriger, ihre Störungen, Verhaltensauffälligkeiten und Normabweichungen würden immer unerträglicher. Wer eine solche Feststellung trifft, versucht zum einen von der eigenen erzieherischen Unfähigkeit abzulenken, sich auf die jeweils individuelle Situation dieser Kinder und Jugendlichen einzulassen, mit ihnen gemeinsam an der Entwicklung einer neuen Lebensperspektive zu arbeiten. Zum anderen lenkt er auch davon ab, daß die Lebensformen und Lebensbedingungen, die wir jungen Menschen in den Heimen anbieten oder zumuten, vielfach ungeeignet oder unzumutbar sind und deshalb Widerstand, Protest, Aggressivität und Interessenlosigkeit geradezu provozieren. Eine Gruppe, die im Schichtdienst pädagogisch versorgt wird, in der persönliche Beziehungen

von der Uhr und dem Dienstplan bestimmt werden, ist beispielsweise solch eine Zumutung.

Wenn die jungen Menschen, die heute ins Heim kommen, immer älter werden, deshalb auch mehr negative Lebenserfahrungen hinter sich haben, dann bedeutet dies doch zuallererst einmal, daß sich Anforderungen, Aufgabenstellung und Zielperspektive für die Arbeit des Erziehers verändern. Jugendliche und junge Erwachsene brauchen eher Partner, Berater, Vorbilder als Erzieher im traditionellen Sinn. Sie haben Erwartungen und eigene Vorstellungen darüber, wie sie leben wollen und sind deshalb vielfach nicht bereit, sich devot vorgegebenen Strukturen anzupassen. Sie wollen sich über Sinn und Zweck ihres „Im-Heim-Seins“ auseinandersetzen, sich aber nichts vormachen lassen. Hier kommt eine Anforderung an den Erzieher zum Ausdruck, die in dem obigen Zitat mit „sie informieren und ein Stück Leben mit ihnen teilen“ umschrieben ist. Informieren in dieser Wortbedeutung meint doch, als Erzieher eine eigene Meinung haben und diese vertreten, institutionelle und gesellschaftliche Erwartungen vermitteln und Konsequenzen daraus für die Gestaltung der Lebensform auszuhandeln.

Dazu sind Voraussetzungen nötig, die Erzieher häufig nicht vorfinden. Institutionelle und organisatorische Rahmenbedingungen und Regelungen in den Heimen haben zur Folge, daß

- Erzieher die Erfüllungsgehilfen von Spezialdiensten sind und fraglos deren Definitionsmacht bezüglich der Beschreibung von Auffälligkeiten und Störungen der von ihnen betreuten Kinder und Jugendlichen akzeptieren müssen,
- Erzieher in der institutionellen Hierarchie unten stehen und nur sehr eingeschränkte Kompetenzen und Handlungsmöglichkeiten haben.

Erzieher, auf die dies zutrifft, sind weder Partner noch Identifikationspersonen für die ihnen anvertrauten jungen Menschen, sie sind oder wirken für diese eher wie Marionetten, die von anonymen, hinter den Kulissen agierenden Akteuren gelenkt werden.

Dieses Bild soll verdeutlichen, wie wenig, isoliert betrachtet, die Qualifikation eines Erziehers darüber aussagt, ob und wie er seine Fähigkeiten umsetzen und produktiv zur Gestaltung eines gelingenden Alltags einbringen kann. Die äußeren Rahmenbedingungen, die das soziale Bezugsfeld Gruppe oder Lebensgemeinschaft bestimmen, sind von ebenso großer Bedeutung.

Zu fragen ist also, welche Entwicklungen in der Jugendhilfe und insbesondere im Bereich der Heimerziehung for-

ciert werden müssen, um den Erziehern die für ihre Arbeit notwendige Selbständigkeit und Handlungskompetenz zu ermöglichen.

Wenn die Gruppe als der zentrale Lebens- und Erfahrungsort für die betreuten jungen Menschen und die Erzieher gelten kann, dann muß diese Gruppe innerhalb der Gesamtinstitution Heim unabhängig von dessen Größe und Differenzierung weitgehend autonom sein. Diese Autonomieforderung bezieht sich nicht nur auf den pädagogischen Handlungsraum, sondern gerade auch auf die Bereiche Hauswirtschaft und Verwaltung. Eine Gruppe, die zentral versorgt wird, die alle Kontakte nach draußen von der Verwaltung absegnen lassen muß, kann nicht als Lebensfeld organisiert werden, in dem der Gestaltungsspielraum besteht, der notwendig ist, um jedem einzelnen Gruppenmitglied gerecht werden zu können, also eine Heranführung an gesellschaftliche Erwartungen individuell zu arrangieren und schließlich eine Verselbständigung und Ablösung einzuleiten.

Es ist abzusehen, daß Heimerziehung von ihrer Angebotsstruktur her weiter differenziert werden muß. Neben selbständigen Wohngruppen müssen Formen pädagogisch betreuten Einzelwohnens geschaffen werden für solche älteren Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die Gruppe als Lebensform ablehnen oder nicht mehr ertragen können. Die Möglichkeiten von Tagesbetreuung für solche Kinder und Jugendliche, die bei intensiver pädagogischer Betreuung in ihren Familien bleiben können, müssen ausgebaut werden. Schließlich wird auch sozialpädagogische Familienhilfe als Angebotsform von Jugendhilfeeinrichtungen etabliert werden müssen, um eine Herauslösung von jungen Menschen aus ihren Familien vermeiden zu können, wenn intensive sozialpädagogische Betreuung der Familie dies ermöglicht.

All diesen Jugendhilfeangeboten ist gemein, daß dem Erzieher die zentrale Bedeutung für ihre pädagogische Ausgestaltung zufällt. Eine solche Heimerziehung ist durchaus vorstellbar ohne Zentralküche, ohne Fachdienste und alle anderen zur Entlastung der Erzieher geschaffenen, in ihrer Wirkung aber den Alltag entleerenden Servicedienste, sie ist aber nicht vorstellbar ohne Erzieher, besser ohne qualifizierte und kompetente Erzieher. Diese Tatsache sollte zur Entstehung eines neuen Selbstverständnisses von Erziehern bezüglich der Bedeutung ihrer fachlichen Kompetenz für die Gestaltung des Erziehungsalltages führen, ebenso wie zu der Erkenntnis, daß Erzieher sein eben auch bedeutet, Verantwortung übernehmen zu müssen für die Gestaltung institutionel-

A.N.C.E., Association Nationale des Communautés Educatives a.s.b.l.
Siège social: Cap.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent soixante-dix-huit, le neuf juin, les soussignés:

- Bley Nico, professeur, Luxembourg
- Bisenius Francine, institutrice préscolaire, Luxembourg
- Everling Suzette, institutrice spécialisée, Junglinster
- Fox Viviane, professeur d'enseignement logopédique, Strassen
- Giwer Jean, fonctionnaire, Luxembourg
- Glodt André, instituteur, Peppange
- Groebig Jeanne, monitrice diplômée de l'éducation différenciée, Esch-sur-Alzette
- Sr. Leines Zita, religieuse, Luxembourg
- Liégeois Fernand, responsable éducatif, Tétange
- Liégeois-Lecuit Monique, institutrice, Tétange
- Hemmen Emile, chef d'institut, Luxembourg
- Hemmer Marcelle, éducatrice, Luxembourg
- Hoffmann-Berns Berty, pédagogue curatif, Luxembourg
- Hoffmann Pierre, professeur d'enseignement logopédique, Luxembourg
- Huber Robert, maître-relieur, Itzig
- Hurst Rita, infirmière graduée, Luxembourg
- Jacobi Georges, moniteur diplômé de l'éducation différenciée, Esch-sur-Alzette
- Kreins-Felten Eugénie, institutrice spécialisée, Luxembourg
- Kuborn-Modert Marie-Paule, institutrice, Luxembourg
- Mainz Mady, monitrice diplômée de l'éducation différenciée, Luxembourg
- Manderscheid Jeanne, monitrice diplômée, Bettel
- Marx Marco, moniteur stagiaire, Dudelange
- Matheis Joseph, psychologue, Fentange
- Michels Marcel, professeur, Luxembourg
- Mousel Bruno, instituteur, Sanem
- Mousel Léonie, monitrice, Sanem
- Movilliat-Bisdorff Georgette, institutrice, Luxembourg
- Nilles Marthe, éducatrice diplômée, Luxembourg
- Oestreicher Raymond, instituteur spécialisé, Esch-sur-Alzette
- Peffer Alice, pédagogue curatif, Luxembourg
- Polfer Roland, instituteur, Luxembourg
- Post Gaston, délégué commercial, Mamer
- Reimen Marcel, professeur, Strassen
- Sauer Fernand, éducateur, Mersch
- Schoos Jean, psychologue diplômé, Hovelange
- Schuller Gaston, professeur d'enseignement logopédique, Mamer
- Sr. Seyler Marie-Amélie, responsable-gérante, Luxembourg
- Soisson Robert, psychologue diplômé, Esch-sur-Alzette
- Steichen Romain, professeur d'enseignement logopédique, Dahlem
- Stoffel Nic, inspecteur E.P.hon., Mamer
- Thill Marc, éducateur, Steinfort
- Tusch-Peters Mathilde, institutrice préscolaire spécialisée, Luxembourg
- Wagener Christiane, monitrice d'éducation différenciée, Luxembourg

— Wesner-Peffer Pierrette, pédagogue curatif, Ettelbruck
 — Wolf-Bauer Marie-Josée, institutrice spécialisée, Esch-sur-Alzette
 — Wolf Marcel, instituteur spécialisé, Esch-sur-Alzette
 tous de nationalité luxembourgeoise, constituent entre eux une association sans but lucratif, réglée par la loi du 21 avril 1928 ainsi que les statuts qui suivent:

A. Dénomination, siège et but de l'Association

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination Association Nationale des Communautés Educatives (A.N.C.E.) a.s.b.l.

Art. 2. Le siège social est établi à Cap, et pourra être transféré à tout autre endroit du pays par décision de l'assemblée générale.

Art. 3. La durée de l'association est illimitée. Elle peut, en tout temps, être dissoute.

Art. 4. L'association désire grouper les communautés et organisations éducatives existant au Luxembourg et répondant au but de la Fédération Internationale des Communautés Educatives (F.I.C.E.) qui possède un statut consultatif auprès de l'U.N.E.S.C.O.

Art. 5. Elle observe une stricte neutralité en matière politique, religieuse et philosophique.

B. Membres

Art. 6. L'association comprend:

a) Comme membres effectifs ou actifs les délégués des communautés et organisations éducatives remplissant les conditions indiquées par les statuts de la F.I.C.E., ayant déclaré par écrit leur désir d'adhésion à l'A.N.C.E. et désigné un représentant pour l'assemblée générale sous réserve d'être agréées par le bureau de l'association nationale, et d'être ratifiées par les membres lors de la réunion plénière suivante, sans que cette décision doive être justifiée.

b) Comme membres associés des personnes se proposant d'apporter leur aide à l'organisation de nouvelles communautés éducatives ou s'efforçant de promouvoir les buts de la F.I.C.E., sous réserve de ratification par les membres lors de la réunion plénière suivante, sans que cette décision doive être justifiée.

c) Est membre d'honneur de l'association toute personne qui, sans participer directement aux activités de l'association, lui prêtera son appui matériel et moral.

Les modalités d'admission et d'exclusion non régies par la loi du 21 avril 1928, sont définies par les dispositions du règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. Les cotisations des membres seront fixées par l'assemblée générale. Elle ne pourront dépasser la somme de 5.000 francs par an. L'assemblée générale en déterminera également le mode et la date de paiement.

Art. 8. La qualité de membre se perd:

a) par démission écrite

b) par le non-paiement de la cotisation

c) par l'exclusion pour manquement grave à l'esprit et aux buts de l'association.

Tout membre radié ou exclu peut présenter un recours à l'assemblée générale.

C. Administration et fonctionnement

Art. 9. Les organes de l'association sont:

a) l'assemblée générale, qui est composée de tous les membres actifs de l'association ayant voix délibérative, les membres associés ayant voix consultative,

b) le conseil d'administration, comprenant un président, un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et des membres actifs.

Le conseil d'administration peut également désigner un ou plusieurs présidents ou vice-présidents d'honneur.

Art. 10. L'association est administrée par un conseil qui se compose de trois membres au moins, de 19 membres au maximum, ces membres étant élus chaque année par l'assemblée générale à la majorité simple, pour une durée de trois ans et renouvelables par tiers chaque année. L'ordre de sortie s'effectue par ordre alphabétique, sans que toutefois le président, le secrétaire et le trésorier puissent faire partie de la même série. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles. Les candidats nouveaux présenteront leur candidature lors de l'assemblée générale par écrit au président de l'association.

Art. 11. Le conseil d'administration élabore son règlement d'ordre intérieur et établit l'ordre du jour des assemblées générales. Il représente et engage l'association dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires, selon les stipulations de la loi.

Art. 12. Tant à l'assemblée générale qu'au conseil d'administration en cas de partié de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 13. Seule l'assemblée générale a le droit de modifier les statuts, de prononcer la dissolution de l'association en se conformant aux règles établies par la loi et d'approuver annuellement le budget et les comptes établis par le conseil d'administration.

Art. 14. L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité des voix des membres actifs présents. Elle est valablement constituée quelque soit leur nombre.

Art. 15. L'assemblée générale désignera deux réviseurs de caisse qui vérifieront la gestion de la caisse et des fonds de l'association.

Art. 16. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration.

L'assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou à la demande d'1/5 des membres actifs.

Art. 17. Le président représente l'association en toutes circonstances. Il peut se faire remplacer par un membre du conseil d'administration.

D. Dissolution

Art. 18. La dissolution de l'association ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix par une assemblée générale.

En cas de dissolution, l'actif sera dévolu à une organisation ayant des buts analogues, désignée par l'assemblée générale.

Art. 19. Pour les cas non-prévus par les présents statuts, les associés se réfèrent à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

Assemblée générale extraordinaire

A l'instant les soussignés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes:

Le nombre des administrateurs est fixé à dix-neuf.

Sont appelés à ces fonctions:

Bisenius Francine	Hemmer Marcelle	Michels Marcel	Reimen Marcel
Bley Nico	Hoffmann Berty	Nilles Marthe	Schoos Jean
Fox Viviane	Klein Jean-Marie	Oestreicher Raymond	Soisson Robert
Groebig Jeanne	Kuborn-Modert Marie-Paule	Peffer Alice	Wesner Pierrette
Hemmen Emile	Matheis Joseph	Polfer Roland	

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 1978, vol. 324, fol. 5, case 1. — Reçu 20 francs.

Le Receveur (signé): R. Fries.

(147 lignes.) Déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, le 14 juillet 1978.

«Guide Pratique» des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques

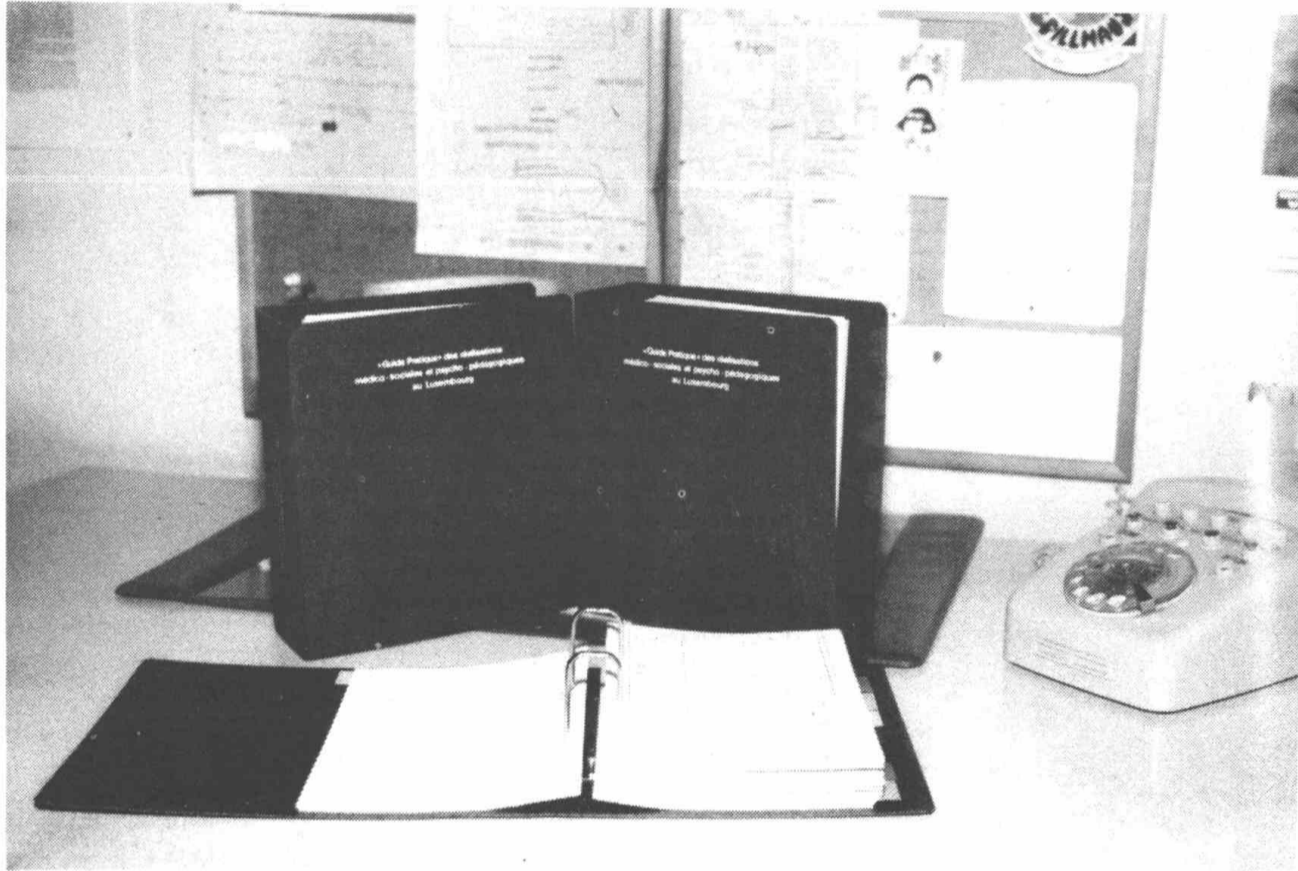
En 1979, l'Association Nationale des Communautés Educatives ensemble avec l'Association des Assistantes Sociales a édité pour la première fois un «Guide pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques». Ce guide fut vendu à plus de 2.500 exemplaires et a encouragé les éditeurs, en collaboration cette fois avec le Centre d'Information et de Placement, de le rééditer. En effet le vieux guide s'appropriait mal à une mise à jour et c'est ainsi qu'une conception entièrement différente s'imposait. Dans le nouveau guide chaque service, association ou institution, est présenté sur une fiche individuelle qui peut aisément être remplacée ou corrigée par l'utilisateur. De même il sera facile de mettre à jour le guide en réimprimant seulement les fiches dont les données ne correspondent plus à la réalité et en ajoutant les fiches des nouvelles créations. Les éditeurs ont envoyé

des questionnaires à plus de 400 services, institutions ou associations. Après le travail de rédaction, 300 fiches environ ont été retenues et forment ainsi la base du nouveau guide. Bien sûr, dès à présent tout organisme qui offre des prestations, dans le domaine social et psycho-pédagogique et qui désire figurer dans le guide peut envoyer une fiche remplie aux éditeurs qui sera alors prise en considération lors de la prochaine mise à jour. Le guide comprend les rubriques suivantes (entre autres): Placements, éducation, 3^e âge, travail loisirs et sports, médecine préventive, famille, santé, services sociaux, santé mentale, justice...

Il s'adresse surtout aux professionnels du secteur médico-social et psycho-pédagogique, aux enseignants, aux médecins, aux fonctionnaires et employés de l'Etat et des Communes, aux avocats, etc.

Commande	
Je soussigné _____	
adresse: _____	
profession: _____	
commande _____ exemplaires du Guide Pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques.	
J'ai viré _____ x 200 francs au CCP 2977-67 de l'A.N.C.E.	
Veuillez m'envoyer une facture en _____ exemplaires. (Biffer ce qui ne convient pas)	
Date _____	Signature _____

ASSOCIATION NATIONALE
DES
COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
compte chèque postal: 2977-67
L-4003 B. p. 255 Esch/Alzette



PRESENTATION:

Fiches; Format DIN A 5
600 pages

Couverture: Accohide 1,7 mm rouge clair

Mécanique à 2 arceaux avec presse-papier

Intercalaires en plastique pour 10 chapitres

Imprimé par Editpress S.a.r.l.

ler und gesellschaftlicher Rahmenbedingungen für die eigene Arbeit. Ein Erzieher mit einem solchen Selbstverständnis wird sich nicht auf pädagogische Beziehungsarbeit in einem vorgegebenen Arbeitsfeld beschränken, er wird sich nicht mit der Position des Beobachters von Entwicklungen zufriedengeben, die von anderen initiiert und gelenkt werden, sondern sich als Motor und Gestalter von Entwicklungsprozessen verstehen, als Feldentwicklungsarbeiter und kommunaler Sozialpolitiker, der sein Arbeitsfeld von außen wie von innen aktiv mitzugestalten beansprucht. Dies alles muß allerdings weitgehend Wunschdenken bleiben, wenn sich am derzeitigen Status von Erziehern innerhalb der Bedeutungshierarchie in der Sozialarbeit nichts ändert. Denn trotz sich verändernder Aufgabenstellung und damit einhergehenden gestiegenen Anforderungen und Erwartungen steht der Erzieher noch immer am Ende der Statusleiter sozialer Berufe. Noch immer wird Fachschulausbildung als für die Erziehtätigkeit ausreichende Qualifikation angesehen, die Stellen im Erziehungsdienst entsprechend bewertet. Partner zu sein von Sozialarbeitern im Jugendamt, Lehrern in der Schule, Psy-

chologen in der Erziehungsberatungsstelle und im Fachdienst des Heimes wird durch eine Statusangleichung erleichtert. Für das Festhalten an der bisherigen Regelung gibt es keinen Grund außer den des angeblich fehlenden Geldes. Wenn aber von der Qualifikation, dem Selbstverständnis und der Handlungskompetenz des Erziehers die Arbeitsinhalte von Jugendhilfe entscheidend abhängen, dann darf an dieser Stelle eine notwendige Anpassung von Anspruch an die Wirklichkeit nicht gebremst werden.

Schon jetzt gibt es eine große Anzahl von an Fachhochschulen und Hochschulen ausgebildete Pädagogen, denen die Tätigkeit als Erzieher verwehrt wird mit dem Hinweis, sie seien für diese Tätigkeit überqualifiziert. Für pädagogische Basisarbeit gibt es aber keine Überqualifikation. Die Forderung einer weiteren Professionalisierung und Statuserhöhung des Erzieherberufes mag zwar aus dem Bereich sozialwissenschaftlicher Theoriebildung stammen, sie wird aber begründet durch die Anforderungen und Erwartungen der sozialarbeiterischen Praxis an die Erzieherin und den Erzieher. ■

wiederum ihrerseits nicht ohne Auswirkungen auf die Herausbildung bestimmter Erwartungen auf Seiten der genannten Personen und Institutionen bleiben. In diesem Bedingungsgefüge muß der Erzieher sein Handeln ausrichten. Die Art der pädagogischen Arbeit, der Grad der Selbständigkeit und die Möglichkeiten der Teamarbeit werden durch Organisationsstrukturen eingeengt oder erweitert in einer Weise, daß nicht zuletzt die Arbeitszufriedenheit der Erzieher und damit auch die Beziehungen zu den Kindern durch organisatorische Bedingungen wesentlich geprägt werden. Die Organisationsstrukturen einer pädagogischen Einrichtung definieren die Bedingungen, unter denen sich Erwartungen bilden und unter denen sich die pädagogische Kompetenz des Erziehers entfalten kann. Sie markieren auch die Möglichkeiten und Grenzen, innerhalb derer die Erzieher eigene Vorstellungen hinsichtlich ihrer pädagogischen Arbeit entwickeln und realisieren können, und sie umgrenzen nicht zuletzt auch die spezifische Ausprägung von Anforderungen, mit denen der Erzieher sich im pädagogischen Alltag konfrontiert sieht.

Es dürfte daher deutlich sein, daß verschiedene Einrichtungsformen in der Heimerziehung auf die Ausformung der an die Person des Erziehers gerichteten Anforderungen prägenden Einfluß haben. Individuelle Einstellungsmuster und individuelles pädagogisches Verhaltensrepertoire stehen in engem Zusammenhang mit den durch die Einrichtungsform gegebenen strukturellen Rahmenbedingungen. Es ist bereits an verschiedenen Stellen beschrieben worden, in welcher Weise die pädagogischen Anforderungen von den Strukturen eines mehrgruppigen Heimes geprägt werden (s. Wedekind 1977), daß die Bedingungen in einer Außenwohngruppe (s. Birtsch u.a., 1980) das pädagogische Handeln in einer anderen Weise beeinflussen als in einer Wohngruppe mit einem hohen Grad von Selbständigkeit (S. Bielefeld, 1979; Wolf/Freigang, 1982) und daß die Anforderungen an Mitarbeiter von betreuten oder teilbetreuten Wohngemeinschaften sich deutlich unterscheiden von den pädagogischen Arbeitserfordernissen bei Mitarbeitern im Rahmen des sozialpädagogisch betreuten Einzelwohnens von Jugendlichen (vgl. Zwischenbericht 1977, S. 200 ff.; Liédtko/Ostrower, 1978).

Festzuhalten ist, daß neben individuellen Vorstellungen der Erzieher und neben mit dem Träger abgestimmten „offiziellen“ pädagogischen Konzeptionen einer Einrichtung vor allem auch die strukturellen Bedingungen betrachtet werden müssen, wenn man Aufschluß

Warum Erzieher nicht gleich Erzieher ist

Zum Zusammenhang von Organisationsstrukturen und pädagogischen Anforderungen

Von Joachim Merchel

Die Aussage, daß nicht nur die pädagogischen Konzepte, sondern auch die jeweiligen organisatorischen Strukturen einer pädagogischen Institution das konkrete erzieherische Handeln wesentlich beeinflussen, ist nicht besonders neu und dürfte kaum jemanden überraschen. Jeder Erzieher in einem Heim weiß aus eigener Erfahrung, daß seine pädagogische Arbeit strukturiert (und häufig auch eingegrenzt) wird durch Faktoren wie Gruppengröße, hierarchische Strukturen im Heim und innerhalb der Gruppe, den Einflußmöglichkeiten des Trägers usw.

Auch wenn diese Erkenntnis auf dieser grundsätzlichen Aussage-Ebene nicht

neu ist, so scheint es doch angesichts einiger stark individualisierender Fortbildungs- und Beratungsansätze wichtig, verstärkt auf den strukturellen Rahmen für pädagogisches Handeln hinzuweisen und am jeweiligen Fall zu konkretisieren.

Der Erzieher handelt in einem Geflecht, das geprägt ist von den festgelegten und im Alltag wirksamen pädagogischen Konzeptionen, von der eigenen pädagogischen Kompetenz (erworben durch Ausbildung, Fortbildung, pädagogischen Erfahrungen und durch Entwicklung eigener pädagogischer Wertvorstellungen) und von den äußeren institutionellen Rahmenbedingungen. Erwartungen des Trägers, der Kinder und Jugendlichen, der Kollegen und der Jugendämter gerinnen zu bestimmten äußeren organisatorischen Strukturen, die

über die jeweiligen Anforderungen an die fachlichen und persönlichkeitsbezogenen Kompetenzen eines Erziehers in einer Einrichtung erhalten will. Die Betrachtung der jeweiligen Organisationsstrukturen ist ein wichtiger Aspekt bei der Beratung von Einrichtungen und ihrer Mitarbeiter sowie bei der Konzipierung von Fortbildungsangeboten. Sie kann auch den Erzieher vor unangemessenen Erwartungen schützen und ihn möglicherweise ein Stück von unfachlichem pädagogischen Leistungsdruck befreien.

Im folgenden soll durch einen Vergleich zweier pädagogischer Einrichtungsformen, die mit Fremdunterbringung von Kindern und Jugendlichen zu tun haben, die prägende Bedeutung struktureller Bedingungen dargestellt werden. Es soll skizziert werden, wie die Strukturen in einem mehrgruppigen Heim und in einem Kinderhaus (1) in pädagogische Arbeit und die spezifische Professionalität der Arbeit formen und somit auch bestimmte Aspekte im Anforderungsprofil an die dort tätigen Erzieher als besonders bedeutsam erscheinen lassen.

Strukturelle Ähnlichkeit von Heim und Kinderhaus

Bevor die Unterschiedlichkeit der beiden Einrichtungstypen und die divergierenden Anforderungen an die Erzieher skizziert werden, soll zunächst einmal beleuchtet werden, was beiden Einrichtungsformen gemeinsam ist. Die Erziehung im Heim und im Kinderhaus ist insofern öffentlich, als sie mit einem gesellschaftlichen Auftrag versehen ist. Die Kinder kommen nicht aufgrund ihrer persönlichen Entscheidung oder des Beschlusses ihrer Eltern in die Einrichtung, sondern aufgrund von direkten Entscheidungen gesellschaftlich legitimierter Institutionen (Jugendamt, Gericht), was bedeutet, daß auch die entstehenden Kosten gesellschaftlich getragen werden. Die Erziehung ist Lohn-erziehung, da in beiden Einrichtungsformen die Erzieher für die Verausgabung ihrer pädagogischen Arbeitskraft Geld erhalten. Die somit professionell erfolgende Erziehung geschieht in gesellschaftlich anerkannten Institutionen; die Institutionen „Heim“ und „Kinderhaus“ müssen sich formell geregelter gesellschaftlicher Kontrolle unterziehen (Heimaufsicht). Die Professionalität der Erziehung ist nicht nur durch das Merkmal „Entlohnung“ gegeben, sondern gleichermaßen durch die Forderung nach pädagogischer Ausbildung und Qualifikation und durch die gesellschaftliche Erwartung, daß in den Institutionen bestimmte soziale Schwierigkeiten der dort untergebrachten Kinder

gelöst werden, eine Erwartung, die bei breiter Nichterfüllung Legitimationsprobleme für die Einrichtungen hervorruft. Beides, Erziehung in Heimen und Erziehung in Kinderhäusern, ist also institutionelle, professionell organisierte, gesellschaftlich und rechtlich definierte und kontrollierte pädagogische Tätigkeit. Das gesellschaftlich vorgegebene Organisationsziel beider Einrichtungstypen ist die Sicherung des Kindeswohls in gesellschaftlichem Auftrag. Dies zu betonen ist wichtig gerade angesichts der in Kinderhäusern zu beobachtenden Tendenzen, ihre Arbeit fast ausschließlich in einem familiären, d.h. privaten, Rahmen wahrzunehmen und zu interpretieren und dabei in die Gefahr einer privatistischen Abgeschlossenheit zu geraten (2).

Der demonstrative Verweis auf die Familienähnlichkeit der Kinderhäuser, der bisher auch weitgehend die Fachdiskussion bestimmt, blockierte bisweilen die Diskussion darüber, in welcher Weise die institutionell vorgegebenen Organisationsstrukturen und die durch Politiker und Jugendämter definierten Erwartungen an die Kinderhäuser sich auf die Beziehungen der im Kinderhaus lebenden Personen, auf die dadurch geprägten pädagogischen Prozesse und dementsprechend auch auf die Arbeitsanforderungen an die Person des Erziehers auswirken. Festzuhalten bleibt die Grundtatsache, daß sowohl Heim als auch Kinderhaus gesellschaftlich definierte pädagogische Institutionen sind, was zur Folge hat, daß an die in ihnen tätigen Pädagogen gleichermaßen Anforderungen gestellt werden, wie Fachlichkeit der Arbeit, Ausübung gesellschaftlicher Kontrolle gegenüber Normabweichungen bei Kindern und Jugendlichen, Herstellung von Normalität durch individuell wirksame pädagogische Hilfen, Legitimation eigener Arbeit unter Gesichtspunkten des „Erfolgs“ etc.

Die Betonung des institutionellen Charakters der Erziehung in Heim und Kinderhaus sagt jedoch noch nichts über den Grad der Ausprägung institutioneller Organisationsstrukturen dieser Einrichtungen. Hier muß eine differenzierende Sichtweise erfolgen, die auch die Unterschiedlichkeit unter dem Aspekt der pädagogischen Anforderungen an die jeweils dort Tätigen deutlich werden läßt. Dies soll im Folgenden geschehen.

Strukturelle Unterschiede in den Anforderungen an die Erzieher

Der bedeutsamste Unterschied von Heim und Kinderhaus liegt in der verschiedenen Ausdifferenzierung der Le-

bensfelder der Pädagogen: Während das Heim für den Pädagogen in erster Linie Arbeitsfeld ist, ist für die Kinderhaus-Eltern (3) das Kinderhaus gleichzeitig umfassendes Lebens- und Arbeitsfeld. Für den Erzieher im Heim ist sein Aufenthalt in der Einrichtung deutlich als „Arbeit“ umgrenzt, von dem sein privates Lebensfeld getrennt ist. Der Kinderhaus-Pädagoge, sofern er in der Rolle „Kinderhaus-Eltern“ definiert ist, hat seinen Privatalltag mit seinem Arbeitsalltag integriert; die Lebensfelder von Pädagogen und Kindern fallen nicht mehr auseinander. Im Kinderhaus ist pädagogisches Handeln Bestandteil eines gemeinsam erlebten umfassenden Alltags. Kinderhäuser bedeuten für die Kinderhaus-Eltern die Realisierung der Forderung: „mit den Kindern gemeinsam leben“. Sie sind „Lebensorte“ für Kinder, Jugendliche und Pädagogen (Heimkonferenz Bremen, 1984) in einem viel emphatischeren Sinne, als Heime das von ihrer Struktur her sein können.

Dieser Unterschied in der Ausdifferenzierung von Lebensfeldern hat verschiedenartige pädagogische Anforderungsmuster zur Folge. Für den Erzieher im Heim stellt sich die Frage, inwiefern es ihm gelingt, trotz getrennter Lebensfelder und abgetrennter Privatheit ein Stück Gemeinsamkeit mit den Kindern und Jugendlichen und damit personale Nähe als Voraussetzung für das Entstehen pädagogisch folgenreicher Beziehungen herzustellen. Für den Heimerzieher muß Akzeptanz sehr viel mühsamer arrangiert werden. Als jemand, der sein primäres Lebensfeld außerhalb des Heimes hat, besitzt er nicht das „selbstverständliche Mitspracherecht desjenigen, der den Alltag der anderen teilt“ (Wolf/Freigang, 1982, S. 103). Sein pädagogischer Erfolg hängt davon ab, ob es ihm gelingt, die strukturell vorgegebene Distanz zu den Kindern und Jugendlichen zu überwinden.

Für die Kinderhaus-Eltern bestehen eher gegenteilige Anforderungen. Ihre Arbeitsstrukturen sind darauf ausgerichtet, Distanz erst überhaupt nicht aufkommen zu lassen. Durch Integration fließen die Lebensfelder von Kinderhaus-Eltern und betreuten Kindern weitgehend zusammen. Für die Kinderhaus-Eltern stellt sich eher das Problem, bei ihrer Eingebundenheit in das gesamte Alltagsgeschehen in der Einrichtung sich eine Distanz zu diesem Alltag zu verschaffen als Voraussetzung für professionelles, planvolles pädagogisches (d.h. methodisches und selbstreflexives) Handeln. In der Lebensgemeinschaft mit den Kindern und Jugendlichen muß der Erzieher „in einem Maße beziehungsbereit und zeitlich verfügbar sein, das über Heimbedingungen weit

hinaus geht" (Blum-Maurice/Wedekind, 1979, S. 104). Dies erfordert zum einen hohe psychosoziale Kompetenzen auf seiten der Kinderhaus-Eltern, da sie in ihrem Lebensalltag ständig ihre Pädagogenrolle ausfüllen und gleichzeitig eine Realisierung eigener persönlicher Bedürfnisse damit vereinbaren müssen. Zum anderen stellen sich Probleme der Herstellung von Distanz und des Schutzes vor emotionaler Überlastung und Isolation als notwendige Vorkehrungen zur Sicherung von Professionalität. Professionelles Wissen und selbstreflexive Kompetenzen sind zum einen erforderlich, weil die betreuten Kinder und Jugendlichen aufgrund ihrer Lebensgeschichte meist mit psychischen und sozialen Störungen unterschiedlicher Art und Intensität belastet sind. Zum anderen schützt ein professionelles Selbstverständnis auch vor überfordernden Selbstansprüchen der Kinderhaus-Eltern, die zusätzliche emotionale Belastungssituationen bringen würden: Maßstab für die Qualität des eigenen pädagogischen Handelns ist nicht das, was das (fremduntergebrachte) Kind im Kinderhaus oder außerhalb tut (Effekt), sondern die Qualität der Bedingungen, die Kinderhaus-Eltern für die Förderung der kindlichen Entwicklung bereitstellen. Diese professionelle Distanz zu entwickeln, ist eine bedeutsame Anforderung an Kinderhaus-Eltern, was besonders schwierig zu realisieren ist, da durch die familienorientierte Konzeption persönliche Nähe, Intimität zum Strukturprinzip des Kinderhauses geworden ist (s. Menzel/Ernst, 1984, S. 19).

Besteht also für den Erzieher im Heim die Anforderung, in einem grundlegend professionell definierten Arbeitsfeld die dem Handlungsziel entgegenstehenden negativen Auswirkungen von Professionalität (zu starke Distanz mit professioneller Gleichgültigkeit, Trennung in die Rollensegmente „Mensch“ und „Pädagoge“ etc.) in seinem pädagogischen Handeln zu überwinden, so stellt sich für die Kinderhaus-Eltern das Problem, in einem durch Privatheit gekennzeichneten Lebensfeld (Kinderhaus als familienorientierte Einrichtungsform) Professionalität als pädagogische Haltung in ihrem Bestand zu entwickeln und zu sichern. Für die Kinderhaus-Eltern stellt sich strukturell in zugespitzter Form die Anforderung, eine prekäre Balance zwischen völligem In-Eins-Gehen mit dem Klienten (Kind/Jugendlichem) und der Kontrolle der Gefühle durch Vernunft zu halten und für pädagogisches Handeln im Alltag nutzbar zu machen (vgl. Wolf, 1984, S. 36). Die Unterschiedlichkeit der Anforderungen hinsichtlich der Professionalität pädagogischen Handelns ist Abbild der verschiedenartigen Lebensformen und Betreuungskonzeptionen der Einrichtungen: Ist im Heim die pädagogische Arbeit am Gruppenprinzip orientiert, so folgt die Pädagogik im Kinderhaus dem Familienprinzip. Einen anderen für das jeweilige Anforderungsprofil bedeutsamen Unterschied von Heim und Kinderhaus finden wir in den unterschiedlichen Ausprägungsgraden formaler Strukturierung der Einrichtungen. Der Erzieher im Heim ist eingebunden in umfassende Organisationsstrukturen (Träger, Hierarchien, Differenzierung von Arbeitsrollen), die seine Arbeit beeinflussen und auch seine Entscheidungskompetenzen als Gruppenerzieher einschränken. Seine Rolle ist in starkem Maße abhängig von der Heimgröße, von der hierarchischen Ausdifferenzierung der Positionen, vom Grad der zugestandenen Autonomie der Gruppe und auch von der Stellung der Spezialisten (Psychologen, Therapeuten, Erziehungsleiter), d.h. ob sie entweder als Berater oder als Autorität für pädagogisch besonders wirksame Methoden gehandelt werden. Unabhängig jedoch vom jeweiligen Grad der Fremdbestimmung bleibt die pädagogische Arbeit grundsätzlich eingebunden in einen umfassenden Organisationszusammenhang, in dem der Erzieher seinen Platz finden muß. Der Umgang mit diesem Organisationsgebilde erfordert beim Erzieher ein bestimmtes Geschick, es bindet auch Kräfte, und es wird erforderlich, den prägenden Einfluß der formalen Strukturen im pädagogischen Kontakt mit den Kindern zu verdeutlichen. Die Organisation muß für die Kinder „übersetzt“ werden.

Dies stellt sich beim Kinderhaus anders dar. Der Grad der Formalisierung von Organisationsstrukturen ist gering und für die Kinder häufig kaum sichtbar. Die Tatsache, daß das Kinderhaus eine öffentliche Einrichtung ist, wird den Kindern vermutlich lediglich in Fragen der Finanzbuchhaltung und der erforderlichen Beschaffung von Finanzbelegen oder bei Heimaufsichtsbesuchen bewußt. Formalisierte Strukturen bestehen kaum: Die Kinderhaus-Eltern sind, soweit ein Verein als Träger fungiert, selbst leitend im Träger eingebunden. Häufig übt der Träger nicht einmal seine Funktion inhaltlich in dem Sinne aus, daß er auf die Arbeit in „seiner“ Einrichtung Einfluß nimmt oder diese gar wahrnimmt. Hierarchische Rollendifferenzierungen bestehen allerdings zwischen Kinderhaus-Eltern und „von außen“ kommenden Mitarbeitern. Zwar macht auch dies eine Vermittlung gegenüber den Kindern notwendig, jedoch nehmen in Kinderhäusern die formalisierten Einrichtungsstrukturen gegenüber den Heimen einen äußerst geringen Stellenwert ein. Insofern bestehen im Kinderhaus auch sehr viel geringere Anforderungen, was die aktive Auseinandersetzung mit Strukturen betrifft. Dies ist auch für den Umgang mit den Kindern nicht ohne Folgen.

Weitere institutionelle Verschiedenartigkeiten, die zu unterschiedlichen pädagogischen Anforderungen führen, lassen sich anführen:

● unterschiedliche Bedeutung von Teambesprechungen;

● die unterschiedlichen Beziehungsgeflechte zwischen Erziehern und Kindern im Heim einerseits und zwischen Kinderhaus-Eltern, „von außen“ kommenden Erziehern, leiblichen und angenommenen (fremduntergebrachten) Kindern andererseits;

● die divergierenden Arten der Präsentation von „Außenwelt“ im pädagogischen Alltag;

● die unterschiedlichen Formen von Elternarbeit als notwendiges Angebot der Einrichtungen (4) und die Auswirkungen auf den pädagogischen Umgang mit den Biographien der Kinder usw.

Aus Platzgründen ist es an dieser Stelle nicht möglich, umfassender auf diese Aspekte einzugehen. Festzuhalten bleibt, daß Heime Strukturelemente aufweisen, die für die pädagogischen Mitarbeiter die Aufgabe zur Folge haben, den institutionellen Charakter der Einrichtung im pädagogischen Alltag so weit wie möglich zu reduzieren und als Gegengewicht personale Nähe herzustellen. Demgegenüber sehen sich Pädagogen im Kinderhaus vor der Aufgabe, den familialen Charakter gegenüber dem Institution-Sein nicht so dominierend werden zu lassen, daß Distanz als Grundlage für professionelles Handeln sich nicht entwickeln kann.

Es muß noch darauf hingewiesen werden, daß bisher nur von einer bestimmten Pädagogenrolle im Kinderhaus die Rede war, nämlich von den „Kinderhaus-Eltern“, die in der Einrichtung leben und gegenüber den anderen dort Tätigen ein weitaus höheres Maß an Definitionsmacht haben. Für den „von außen“ kommenden Pädagogen stellt sich die Situation wiederum anders dar. Er sieht sich in seiner Tätigkeit in einem familienorientierten Rahmen erheblichen Rollenunsicherheiten ausgesetzt. Für ihn ist sein Handeln in erster Linie berufliche Tätigkeit, und er muß sich als abhängig Beschäftigter in einem komplexen Beziehungsgefüge zurechtfinden. Als im Kinderhaus tätiger professioneller Lohnerzieher ist er der personifizierte Gegenpart zur Familiennorm. Daß für ihn andere Anforderungen bestimmend sind, damit sein Handlungspotential für die Pädagogik im Kinder-

haus nutzbringend eingesetzt werden kann, dürfte einsichtig sein.

Wichtig ist, daß nicht nur generalisierend von „den Erziehern“ in Einrichtungen der Heimerziehung gesprochen wird, sondern gleichermaßen auch von Pädagogen in bestimmten Einrichtungen. Heimerziehung hat sich strukturell differenziert. Dementsprechend ist auch die strukturelle Differenzierung der Anforderungen an den Pädagogen in den Diskussionen stärker zu berücksichtigen.

Anmerkungen

(1) Beim Begriff „Kinderhaus“ orientiere ich mich vor allem an einer Einrichtungsform, wie sie in den „vorläufigen Richtlinien für die Einrichtung von Kleinsteinrichtungen und Außenwohngruppen für Kinder“ des Landschaftsverbandes Westfalen-Lippe beschrieben ist: „eine selbständige Einrichtung der Jugendhilfe, in der mindestens sechs fremde Kinder und Jugendliche, in der Regel jedoch nicht mehr als acht (einschließlich eigener minderjähriger Kinder der Betreuer) wie in einer Familie leben und erzogen werden“. Im Kinderhaus sind in der Regel zwei pädagogische Fachkräfte und eine Hauswirtschaftskraft tätig.

(2) Belege für diese Tendenzen sind deutlich geworden in den Befragungen von Personen, die im Kinderhaus leben und arbeiten; vgl. dazu Hochmair u.a., 1976 und Klüppelberg, o.J. (1982). Zur privatistischen Ent-

wicklungstendenz bei Kinderhäusern s. auch Menzel/Ernst, 1984.

(3) Von „Kinderhaus-Eltern“ ist hier die Rede, um zum einen die Rollendifferenzierung zu kennzeichnen von Erziehern, die im Kinderhaus leben, und denen, die von außen in das Kinderhaus kommen und dort in einer umgrenzten abgesprochenen Zeit ihre Arbeit verrichten. Zum anderen spiegelt dieser Sprachgebrauch die familiäre Orientierung wider, die mit der Einrichtungsform „Kinderhaus“ verbunden ist. Auf die besonderen Anforderungen an die „von außen“ kommenden Erzieher soll später noch kurz eingegangen werden.

(4) Entgegen häufig geäußelter Ansicht vollzieht sich Unterbringung von Kindern in Kinderhäusern nicht nur bei langfristiger Unterbringung, die eine Rückkehr in das Elternhaus ausschließt. Auch sind Kontakte der Kinder zu ihren leiblichen Eltern vorhanden, die auch in Kinderhäusern Elternarbeit notwendig machen, die die Kinderhaus-Eltern häufig vor besondere Probleme stellt (s. Hochmair u.a., 1976, s. 85 f. u. S. 123; Klüppelberg, S. 212 f., und S. 297 f.).

Literatur

Bielefeld, Ch.: Mechanismen des Alltagsbewußtseins — dargestellt am Beispiel von Erziehern in drei Wohngruppen mit milieugeschädigten Kindern und Jugendlichen. In: dies. u.a., Alltagsprobleme in der Heimerziehung, Frankfurt 1979, S. 90-125

Birtsch, V. u.a.: Außenwohngruppen-Heimerziehung außerhalb des Heims. Frankfurt 1980

Blum-Maurice, R./Wedekind, E.: Institutionelle Bedingungen und Psychotherapie im Heim. In: V. Birtsch/J. Blandow (Hrsg.), Pädagogik-Therapie-Spezialistentum, Frankfurt 1979, S. 93-108

Heimkonferenz Bremen: Heime in Bremen. Bremen 1984

Hochmair, G. u.a.: Kinderhäuser. Situation, Entwicklung und pädagogische Leistungsfähigkeit. Frankfurt 1976

Klüppelberg, U.: Kinderhäuser zwischen Anspruch und Wirklichkeit. Eine empirische Untersuchung. Balve-Beckum, o.J. (1982)

Liedtke, A./Ostrower, H.: Jugendwohngruppen in Berlin. In: J. Blandow u.a. (Hrsg.), Fremdplatzierung und präventive Jugendhilfe. Frankfurt 1978, S. 267-299

Menzel, J./Ernst, H.: Kleinstheime — wie weiter? In: Blätter der Wohlfahrtspflege 131 (1984) 1, S. 18/19

Wedekind, E.: Heimstruktur und Erziehsituation. In: Informationsdienst Sozialarbeit, Heft 18, 1977, S. 35 ff.

Wolf, F./Freigang, W.: Wohngruppenleben. Bericht über eine Einrichtung öffentlicher Erziehung. Frankfurt 1982

Wolff, J.: Routine und Gefühle im Entscheidungshandeln von Sozialarbeitern: Vernachlässigte Themen der Professionalisierung. In: Neue Praxis 14 (1984) 1, S. 26-42

Zwischenbericht der Kommission Heimerziehung der Obersten Landesjugendbehörden und der Bundesarbeitsgemeinschaft der Freien Wohlfahrtspflege: Heimerziehung und Alternativen. Frankfurt 1977

Brochure vendu au profit du Centre de réadaptation à Cap

auteur Emmile HEMMEN * Licht a schied Erzielongen	15ofrs	* * * *	auteur Robert SCHAACK-Etienne ***** Des Roses et des Sables Poèmes	500 frs
Mei Wé... Gedichtsammlong	25ofrs	* * *	Refléts d'un Monde Antique Poèmes et réflexions	350 frs 450 frs
A Hauteur d'homme Poèmes	25ofrs	* * *	Images secrètes Poèmes et réflexions	450 frs
Messages croisés poèmes	20ofrs	* * *	Editions spéciale auteurs divers ***** Au-delà du désespoir Poèmes	1.950 frs
L'oeil-piège Poèmes	30ofrs	* * *	Dialogues Poèmes	2.700 frs
Innere Spuren Gedichte	20ofrs	* * *	& Dann	550 frs
Ausschnitte Gedichte	25ofrs	* * *		
Le temps d'un dire Poèmes	25ofrs	* *		

Nous vous prion de nous faire connaître le nombre
de brochures que vous désirez en versant la somme de.
sur le C.C.P. 46374 / 408.

Jürgen Blandow

Sehr geehrte Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen!

Ich freue mich über die Gelegenheit, vor einem internationalen Fachpublikum etwas zur Geschichte und zu den gegenwärtigen Problemen der Heimerziehung in meinem Heimatland, der Bundesrepublik Deutschland, vortragen zu können. Einiges von dem, was ich vortragen möchte, wird sich in anderen europäischen Ländern in ähnlicher Weise abgespielt haben, anderes mag typisch deutsch sein, wieder anderes nur oder stärker für jene Länder gelten, die man der westlichen Bündnissphäre und also kapitalistischen Systemen zuzurechnen hat. Ich muß auf die Neugier jener spekulieren, die auf eine andere Geschichte zurückblicken und gegenwärtig mit anderen Problemen zu tun haben.

Die Perspektive, unter der ich die letzten 40 Jahre der Heimerziehung in der Bundesrepublik betrachten möchte, mag manchem ungewöhnlich oder sogar unangemessen erscheinen. Ich möchte sie darum zunächst mit einigen Bemerkungen zur gegenwärtigen Situation begründen.

Seit Beginn der 80er Jahre, mancherorts etwas früher, mancherorts etwas später, ist die Heimerziehung der Bundesrepublik in ihre bislang größte Krise der Nachkriegszeit gestoßen worden. Ich sage bewußt das Wort gestoßen. Denn das, was sich gegenwärtig vollzieht, vollzieht sich zu einem guten Teil gegen die Heime, ohne ihre Beteiligung und ohne Beteiligung der Öffentlichkeit. Es handelt sich um eine Heimreform von oben. Die Politiker unseres Landes, im wesentlichen quer durch die Parteien, wenn auch mit parteipolitischen Varianten, haben in diesen Jahren entdeckt, daß Heime erfolglos, inhuman, eigentlich nicht reformierbar sind. Bis auf jenen Rest, der zur Betreuung der Allerschwierigsten noch benötigt wird, könnten sie eigentlich abgeschafft werden. Genau so schnell, wie die Kritik formuliert war, war auch die verblüffend einfache Alternativlösung zur Hand: Die Familie, als die natürliche "Aufwuchsstätte" für Kinder und

Jugendliche, der Stadtteil, als das "natürliche" Lebensmilieu und die, möglichst frei wählbare, offene Gruppe, als die "natürliche" Gesellungsform für Jugendliche. Das neue Jugendhilfeprogramm setzt auf "Stärkung der Erziehungskraft der Eltern", Familienberatung, Familienhilfe, Familientherapie, auf offene Betreuungsformen wie Erziehungskurse und betreutes Jugendwohnen, auf die sogenannten teilstationären Tagesheimgruppen, ferner sogar auf Integrationskonzepte, z.B. Integration "seelisch behinderter" Kinder in normale Tagesheimgruppen und schließlich auf Selbsthilfe.

Man sieht hier mit größter Überraschung, daß mit enormer Geschwindigkeit ein Konzept umgesetzt wird, das teilweise seit Jahrzehnten von den fortschrittlichsten Teilen aus Wissenschaft und Praxis gefordert wurde.

Die meisten Jugendpolitiker halten nicht damit zurück, daß auch sie in die Reformeuphorie gestoßen wurden. Die schrumpfenden Kommunalhaushalte heißt es, haben zur Überprüfung der bisherigen Angebote und zur Entwicklung neuer, billigerer Angebote genötigt. Der Kostendruck auf die Kommunen in einer Zeit der extrem hohen Arbeitslosigkeit, schrumpfender Steuereinnahmen, vermindelter Finanzzuweisungen durch die Bundesbehörden bei gleichzeitig stärkerer Belastung der Kommunen, habe, so heißt es weiter, bei allem Ärger auch sein Gutes gehabt: Die Chance dazu, das Notwendige mit dem Guten zu verbinden. Es gibt keinen Grund, dieser Ehrlichkeit und diesem Anliegen die Hochachtung zu verweigern.

Dennoch mag sie sich in unserem Lande nicht so recht einstellen. Denn neben den Versprechungen stehen Beobachtungen: Z.B.:

- daß immer mehr Jugendlichen überhaupt Hilfe verweigert wird,
- daß Kinder und Jugendliche aus Orten, in denen sie sich wohlfühlten, entfernt werden, um an einem anderen Ort billiger untergebracht zu werden,

- daß mit ungeeigneten Mitteln im "Vorfeld der Heimerziehung" experimentiert wird, bis es dann schließlich zu spät doch zur Heimeinweisung kommt,
- aber auch, daß die neuen Typen der Erziehungshilfe keinerlei finanzielle Absicherung erfahren.

Dennoch bleiben trotz solcher Einschätzungen Zweifel: Sind dies nicht nur Übergangserscheinungen?

Zusammenfassend kann man feststellen: Die Verbindung des Programms der Kostenreduzierung mit liberal-humanitären und progressiven Versprechungen hat zur Verunsicherung auch der Träger und Praktiker der Heimerziehung geführt.

In dieser Situation erscheint es sinnvoll, sich des engen Zusammenhangs von Reformen in der Jugendhilfe und ökonomisch-politischen Entwicklungen auch in historischer Perspektive zu vergewissern. Die Betrachtung der Nachkriegsgeschichte der Heimerziehung könnte helfen, die gegenwärtige Situation besser zu verstehen und zu Antworten zu kommen, die dem mehr politischen als pädagogischen Charakter der jüngsten Entwicklungen gerecht werden.

Als am 8. Mai 1945 vor den Oberbefehlshabern der alliierten Streitkräfte in Potsdam die Urkunde der bedingungslosen Kapitulation unterschrieben wird, waren die deutschen Städte ein Trümmerhaufen. Es fehlte an allem für eine auch nur knappste Versorgung der Bevölkerung und für den Wiederaufbau. Auf den Straßen der vier Besatzungszonen bewegten sich Millionen von Flüchtlingen. Man sagt, zwei von fünf Deutschen seien in den ersten Nachkriegsmonaten irgendwie unterwegs gewesen. Die von den Alliierten, ich spreche hier insbesondere von den Engländern und Amerikanern, schon in den ersten Wochen eingesetzten provisorischen Länderregierungen und -verwaltungen, sahen sich einem erschreckenden Ausmaß sozialer Not gegenüber: In Notunterkünften hausende Familien in uns heute unvorstellbarer Wohn-

raumenge, hunderttausende von vagabundierenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf den Straßen, unbegleitete heimatlose Flüchtlingskinder, allein in der Stadt, in der ich heute lebe, mehr als 5.000 geschlechtskranke Mädchen und Frauen. Jeder dieser Menschen versuchte, so gut er konnte, zu überleben. Für viele war Diebstahl, Bettel, Schwarzhandel, Prostitution die einzige Möglichkeit. Die deutschen Verwaltungen und die ihnen übergeordneten alliierten Behörden hatten zu reagieren. Im Mai 1946 schreibt der Psychoanalytiker Alexander Mitscherlich: "Man hat nicht den Eindruck, als ob die Qualität der Aufgabe, vor die uns die kriegsverwaiste, kriegsversehrte, kriegsverwahrloste, kriegsverarmte Kind stellt, auch nur im Umriß begriffen und keinen Beweis, daß sie von irgendeiner leitenden Regierungsstelle auch schon in Angriff genommen wäre." Mitscherlich irrte, * sowohl an Planungen und Praktiken in der Weimarer Republik wie, in verschämter Weise, an Praktiken des Faschismus anknüpfender Weise mit dem Ruf nach Zwangsmaßnahmen im Dienste der Mobilisierung der jungen Menschen für Aufräumungs- und Wiederaufbaumaßnahmen. * * Bereits im Januar 1946 heißt es in einem Aufsatze des Nachrichtendienstes des deutschen Vereins mit Blick auf die verwahrloste Jugend, näher charakterisiert durch die Begriffe "arbeitsscheue Elemente", "Typen vom Schwarzmarkt" und "haltlose und genußsüchtige Mädchen": "Wir brauchen Arbeitserziehung, wir brauchen ein Gesetz zum Festhalten."

Der Ruf gibt die Politik der kommenden Jahre vor: Bis 1948, als die Währungsreform die Voraussetzungen dafür schafft, daß sich die Menschen wieder freiwillig in den Arbeitsprozeß begeben, gehen die wichtigsten jugendpolitischen Auseinandersetzungen um ein Zwangsarbeitserziehungsgesetz und - für die älteren "asozialen Elemente" um ein Bewahrungsgesetz. Obgleich das für die Altersgruppe 18-30 Jahre vorgesehene Arbeitserziehungsgesetz nie verabschiedet wird, bestimmt sein Geist doch die Praxis der ersten Jahre: Kasernierung und geschlossene

**) Die Regierungen hatten...*

*** reagiert.*

Unterbringung der "verwaarlosten" Mädchen; auch ohne Gesetz zwangsweise Arbeitsverpflichtungen und wiederum geschlossene Unterbringung für die Jugendlichen. Eine Flut von Entmündigungsverfahren, Wiederaufbau der alten Pflegeheime, zwangsweises Abschieben Jugendlicher über die Zonengrenzen hinweg. Die Not der Jugendlichen wird zum moralischen Makel erklärt und die Erklärung ermöglicht es den Jugendbürokratien, sie zwangsweise dem Wiederaufbau zuzuführen.

Nach der Währungsreform, ein Ereignis, in dem sich die Wende insbesondere der amerikanischen Politik gegenüber den westlichen Teilen Deutschlands niederschlägt, ändert sich die soziale Lage der Bevölkerung nur sehr langsam. Wohnungsnot, Hunger und Kälte bestimmen auch in den folgenden Jahren noch das Bild, wengleich die erweiterten Arbeitsmöglichkeiten in der wiedererstarkenden Wirtschaft einige Erleichterung bringen. Was sich jedoch erheblich verändert, sind die Verwertungsbedingungen für das Kapital. Die Produktionsanlagen waren im Krieg nur mäßig zerstört worden, 1947 zeichnet sich das Ende der Demontagepolitik der West-Alliierten ab, ab 1948 gibt es durch die Gelder des Marshall-Plans einen gewaltigen Push für die Wirtschaft. Im Wirtschaftszyklus 1948-53 beträgt die jährlich durchschnittliche Steigerungsrate des Bruttosozialprodukts 8,3 %. Dieses imponierende Wachstum wird nach Gründung der Bundesrepublik erheblich auch durch das von den Unionsparteien getragene sozial-marktwirtschaftliche System bedingt, dessen Kern in jener Phase die Förderung der privaten Kapitalbildung durch Steuererleichterungen und staatlicher Konsumverzicht waren. Insgesamt spielt die Jugendpolitik, erst recht die Heimpolitik, in diesem Prozeß natürlich nur eine marginale Rolle. Dennoch lassen sich in zwei Punkten direkte Zusammenhänge nachweisen: a) die Politik des staatlichen Konsumverzichts, d.h. eine äußerst zurückhaltende Ausgabenpolitik in jenen Bereichen, die nicht in mittelbarem oder unmittelbarem Zusammenhang mit

Wirtschaftsförderung standen, schlägt sich auch in der Kleinhaltung des Jugendhilfefonds nieder. So wird den Heimen, die durch die Geldabwertung ohnehin erheblich geschwächt sind, durch minimale Pflegesätze (1950 noch durchschnittlich 1-3 DM) ein für die Kinder und Jugendlichen durchschnittlich barbarisches System aufgenötigt. Gruppengrößen bis zu 40 Kindern. Schlechtes und unterbezahltes Personal. Ausnutzung der jugendlichen Arbeitskraft in den der Selbstversorgung der Heime dienenden Betrieben. Druck auf die Heime, die Kinder und Jugendlichen so früh wie möglich in Haushaltsstellen, ländlichen Betrieben oder den noch billigeren Pflegefamilien unterzubringen.

b) Einen zweiten Zusammenhang gibt es im Bereich des Lehrlingswohnheims-Baus. Mit dem ersten Bundesjugendplan 1950 werden hierfür erhebliche Mittel bereitgestellt und arbeitsmarktpolitisch begründet. Charakteristisch für den damaligen Arbeitsmarkt war nämlich (erstens) insgesamt ein Überangebot an Arbeitskräften, aber (zweitens) ein Mangel an Fachkräften. Die Lehrlingswohnheime werden in den Dienst der Mobilisierung der jugendlichen Arbeitskraft gestellt. Vor allem unausgeschöpfte Arbeitsreserven aus den ländlichen Regionen werden mit der Verpflichtung, einen Mangelberuf zu erlernen, in die Heime gelockt.

Diese Politik hatte auch Auswirkungen für jene Jugendlichen, die für das Erlernen eines Facharbeiterberufs (noch) nicht in Frage kamen. Anfang der 50er Jahre wurde das sogenannte 'Progressivsystem' in der Heimerziehung entwickelt. Dessen erklärtes Ziel war die 'Siebung' der Jugendlichen nach 'schlecht' - 'besserungsfähig' - 'gut'. Am unteren Ende waren die repressiven Heimtypen bzw. Heimabteilungen angesiedelt, an seinem *oberen* Ende eben jene Lehrlingsheime, die nicht nur größere Freiheit, sondern als einzige auch berufliche Chancen boten. Ein raffiniertes Belohnungs- und Bestrafungssystem wurde in den Dienst der Aussiebung von ökonomisch verwertbaren Arbeits-

kräften gestellt.

Eine weitere, auf die Heimkinder bezogene Neuentwicklung der beginnenden 50er Jahre war die Entwicklung und Verbreitung des 'Familienprinzips' in der Heimerziehung. Neben einigen modellhaften Einrichtungen, darunter das Münchner Waisenhaus Andreas Mehringers, des eigentlichen Erfinders und Propagandisten des Familienprinzips, treten in den 50er Jahren immer mehr Heime, die sich verbal dem neuen Prinzip öffnen, ohne es jedoch auch nur ansatzweise durchzuführen. Betrachtet man die tatsächliche Struktur jener Heime damals, oft noch Gruppengrößen mit mehr als 20 Kindern, Gleichgeschlechtlichkeit und Gleichaltrigkeit, meist eine 'Familienmutter' und zusätzlich eine 'Tante' im Status einer kaum besoldeten Praktikantin, drängt sich hier zumindest der Verdacht auf, daß die Umbenennungen nichts anderes meinten, als eine ideologische Kampagne für die Familie einerseits, einen Appell an die damals noch wenig selbstbewußten Erzieherinnen sich als selbstlose, aufopfernde, keine Forderungen stellende 'Mutter' zu interpretieren, andererseits. Läßt sich dies noch zwangslos in die staatliche Politik einer Kostensenkung im sozialen Bereich einordnen - die im übrigen keineswegs durch leere Staatskassen bedingt war; zwischen 1954 - und 56 wurde sogar ein Geldreservefonds, der sog. Julius-Turm, angelegt -, bedarf die ideologische Komponente des Familienprinzips noch einer weiteren Begründung.

Das Ende des Zweiten Weltkrieges brachte, bedingt durch die Notsituation, die Familien zu einer gleichsam vorindustriellen Lebensform: zum Zusammenleben in Großfamilien, zur privaten Organisation und Herstellung von lebensnotwendigen Gütern und zu Verhältnissen, in denen es für Kinder keine besonderen Räume, keine besonderen Spielgegenstände und - außer der Schule - keine besonderen Institutionen gab. Die Abwesenheit vieler Väter hatte den Müttern erhebliche Pflichten auferlegt und in gewisser Weise ihre Selbständigkeit gefördert. Dies alles hatte auch erhebliche Auswirkungen auf die Kinder und Jugend-

lichen, sie waren mehr oder weniger unbeaufsichtigt, am Hamstern und Schwarzmarkthandel beteiligt, übernahmen ernsthafte Verpflichtungen in der Haushaltsführung und bei der Betreuung jüngerer Geschwister. Dies alles brachte ihnen eine relativ große Freiheit und relativ wenig Gängelung durch Erwachsene.

Dies ändert sich, nachdem die Väter, soweit sie den Krieg überlebt hatten, zurückgekehrt waren und die extreme materielle Not nach der Währungsreform überwunden war. Die Mehrheit der Familien kehrte rasch zur Struktur der patriarchalischen Kleinfamilie zurück. Die Mütter beschränkten sich wieder darauf, Mann und Kindern als ordentliche Hausfrauen zu dienen. Die Kinder wurden wieder in die Rolle des bürgerlich-kleinbürgerlichen Kindes, das sich den Normen und Lebensweisen der Kleinfamilien anzupassen hatte, eingeübt. Wenngleich sich dieser Prozeß insgesamt recht reibungslos vollzog, gab es bei einem relevanten Teil von Familien, Kindern und Jugendlichen Friktionen und Spannungen und in deren Gefolge eine sprunghaft ansteigende Scheidungsquote und zunehmende Konflikte zwischen den Generationen. Hiermit wurde die Jugendhilfe konfrontiert. Man reagierte darauf mit einer Ideologisierung und Idealisierung der Familie. Das 'Familienprinzip' in der Heimerziehung wäre dann als deren Ausdruck, gleichzeitig als Vehikel für ihre Durchsetzung zu interpretieren. Die eben geschilderten Entwicklungen im Heimbereich waren im wesentlichen Produkt der ersten Hälfte der 50er Jahre. In der zweiten Hälfte des Jahrzehnts setzt das ein, was man als das 'deutsche Wirtschaftswunder' bezeichnet hat. Trotz des Zustroms einer meist qualifizierten Facharbeiterschaft in Millionenhöhe aus der Deutschen Demokratischen Republik (damals nannte man sie noch 'Ostzone') sank die Arbeitslosenquote von 1955 noch 5,2 % auf 1961 und dann bis 1966 auf unter 1 %. Wirtschaftswunder und Vollbeschäftigung zeitigten für Jugendhilfe und Heimerziehung mehrere Effekte:

(1) Das politische Interesse an der öffentlichen Erziehung sank auf einen Nullpunkt. Weil das Wirtschaftswunder die

Bevölkerung an Staat und Wirtschaftssystem positiv binden konnte und weil sich mit der Behebung der Massennotstände die früher noch sichtbaren 'Verwahrlosungs'-Erscheinungen von der Straße auf die Privatheit der Familien verlagerten, gab es keinerlei Forderungen nach Reformen.

(2) Das ökonomische Interesse an den Heimzöglingen sank auf einen Nullpunkt. Denn einerseits ließ sich der Bedarf an qualifizierten Arbeitskräften noch durch den Zuzug von Facharbeitern aus der DDR abdecken, andererseits wurden vermehrt ausländische Arbeitskräfte für unqualifizierte Tätigkeiten angeworben, deren Arbeitskraft ohne besondere Aufbereitung einsetzbar war. Die Arbeitstätigkeit in den vielen Fürsorgeerziehungs-Heimen blieb an Beschäftigung und traditionelle Handwerksberufe bzw. die Hauswirtschaft gebunden.

Konsequenz dieses doppelten Desinteresses war, daß es kaum Impulse für Innovationen gab. Zwar meldeten besonders die Freien Träger bei den staatlichen Behörden einen riesigen Nachholbedarf für Neubauten an, mußten sich aber mit geringfügigen Zuwendungen begnügen. Das einzige Zugeständnis, zu dem sich die Behörden durchrangen, waren geringfügige Verbesserungen für das Heimpersonal im Hinblick auf Bezahlung und Arbeitszeitschlüssel. Die Menge viel attraktiver besoldeter Arbeiten hatte zu einem chronischen Mangel an Heimerziehern geführt.

Auch die Heime selbst fanden sich unter keinen besonderen Druck gestellt. Ihr Aufgabenverständnis blieb so vom jeweiligen good-will des Trägers und der Heimleitung abhängig, es kam kaum zu grundlegenden Strukturveränderungen; man ruhte sich aus. Dies auch, weil es kaum Belegungsschwierigkeiten gab: Mütter-Berufstätigkeit (die sich jetzt lohnte), Wohnungsknappheit und eine Unmenge von Räumungsklagen auf einem nicht mehr staatlich bewirtschafteten Wohnungsmarkt und die ersten Jugendunruhen der Nachkriegszeit (die sog. 'Halbstarke') sorgten für ausreichende Nachfrage.

Von der Öffentlichkeit zunächst noch kaum bemerkt, deuten sich mit den beginnenden 60er Jahren erste gesamtgesellschaftliche Umwälzungen an. Die Wirtschaft floriert zwar noch aufgrund relativ hoher Inlandsnachfrage und - nachdem die DM zur frei-konvergierbaren Währung avanciert ist - auch aufgrund einer steigenden Auslandsnachfrage, aber es zeigen sich auch erste Verfallserscheinungen. Die Steigerungsrate des Brutto-Sozialprodukts sinkt von jährlich 8 % im davorliegenden Jahrzehnt auf 5 %. Es kommt zu einer ansteigenden Zahl von Konkursen. Die Krisen-Analytiker entdecken die Ursachen in einer zu hohen Lohnkosten-Quote - die Überbeschäftigung hatte die Durchsetzungschancen der gewerkschaftlichen Lohnforderungen natürlich erhöht - und damit zusammenhängend in technologischer Rückständigkeit. In der Pädagogik wird die sich anbahnende Krise 1964 von Georg Picht als 'deutsche Bildungskatastrophe', nämlich als ein international vergleichsweise niedriger, technische Innovationen erschwerender, Bildungsstand der deutschen Bevölkerung diagnostiziert.

Das Politiker und Bevölkerung aufschreckende Ereignis ist freilich erst die erste größere Wirtschaftskrise nach Gründung der Bundesrepublik 1966/67. Die regierende CDU muß erkennen, daß angesichts der Weltmarktkonkurrenz eine sich selbst regulierende Marktwirtschaft kein Wirtschaftswachstum mehr versprechen kann. Mit der Großen Koalition ab Dezember 1966 zwischen CDU und SPD, mit Willi Brandt als Außenminister und Karl Schiller als Wirtschaftsminister, ist das Ende.* Charakteristisch für den Keynesianismus sind - in aller Kürze -

- die Verbindung von plan- und marktwirtschaftlichen Elementen;
- eine antizyklische Wirtschafts-, Finanz- und Haushaltspolitik zur Überwindung von Engpässen entweder auf der Nachfrage- oder der Angebotsseite
- die Legitimierung der Staatsverschuldung zu diesem Zweck
- insgesamt eine Stärkung und Zentralisierung der Staatsgewalt als Regulator wirtschaftlicher und gesellschaftlicher Prozesse.

*) der "sozialen Marktwirtschaft" gekommen, wird ein neues Wirtschaftskonzept, der Keynesianismus, durchgesetzt.

Dieses Konzept verträgt sich nur schwer mit dem wettbewerbspolitischen Leitbild des Neoliberalismus, so daß auch die Funktion des Wettbewerbs neu bestimmt werden mußte. Das neue Konzept heißt: Nicht mehr viele kleine Unternehmen sollen miteinander konkurrieren, sondern wenige mittlere oder große, in denen der technische und wirtschaftliche Fortschritt schneller durchgesetzt werden kann. Damit entsteht eine Bündnislage, die entscheidend für die sozialen Reformen des kommenden Jahrzehnts wird: ein Bündnis zwischen dem traditionellen Wählerstamm der SPD, der Facharbeiterschaft, und dem technologisch am weitesten vorangeschrittenen Großkapital, Chemie, Elektronik, Kunststoffverarbeitung, Fahrzeugbau u.a. Dies alles bildet den gesellschaftlichen Hintergrund für das ausgesprochen aufgeregte Klima Ende der 60er/Anfang der 70er Jahre. Mit dem Versprechen nach mehr Chancengleichheit und Demokratisierung aller Lebensbereiche wird die SPD 1969 mehrheitsfähig. Sie muß sich von vornherein damit auseinandersetzen, daß die Forderungen der Bevölkerung, zunächst der Studentenschaft, weit radikaler sind als das, was die Regierung geben kann. Kompromißhaft werden dann zunächst jene Forderungen aufgenommen, mit denen sowohl Kapital als auch Arbeitnehmerinteressen abdeckbar waren: eine schrittweise Umstrukturierung des Bildungswesens unter dem Slogan 'mehr Chancengleichheit' im Dienste einer Anhebung des gesamtgesellschaftlichen Qualifikationsniveaus und Ausweitung der staatlichen Investitionen im Bereich der sozialen Infrastruktur.

Ich bin jetzt endlich wieder bei der Heimerziehung. Im Rahmen der auf Wirtschaftswachstum durch Förderung der exportorientierten technologisch hochstehenden Industrie gerichteten Politik kam der Heimerziehung und anderen Bereichen der 'Randständigkeit' zunächst keinerlei Bedeutung zu. Die Heimerziehung wurde darum auch nur indirekt erreicht. Das Bedeutendste waren die sog. Heimkampagnen 1968/69, in der sich die von der Studentenbewegung getragene radikale Kritik an repressiven Ge-

sellschaftsstrukturen mit einer auf die Einlösung des Versprechens nach mehr Demokratie drängenden liberalen Kritik traf. In dieser Bündnislage waren die Forderungen nicht zu überhören. Hinzu kam der Kostendruck, in den die staatlichen Bürokraten durch den Ausbau des Bildungssystems gekommen waren. In der Geschichtsschreibung zur deutschen Heimerziehung wird meist nur den Heimkampagnen und deren Folgen, nämlich einer doch ziemlich weitgehenden Reformierung der Heime letztlich unter staatlicher Regie, Aufmerksamkeit geschenkt. Auch wenn von Kritikern meist beklagt wird, daß die ursprünglichen Ziele der Heimkampagnen nicht oder nur in technokratischen Varianten erreicht wurden, werden die Kampagnen meist als Beginn der Heimreform und als Aufwertung dieses Bereichs interpretiert, dem wir die heutigen, viel offeneren und vielfältigeren Strukturen zu verdanken haben. Mit einigem Recht könnte man in ihnen aber auch den Anfang vom Ende sehen. Ich will dies begründen:

- (1) Die radikal-demokratischen Forderungen der Heimkampagnen mußten wegen der mit Heimerziehung verbundenen Finanzierungsprobleme durch staatliche Jugendbürokratien aufgenommen und verarbeitet werden. Formen von Selbstorganisation kamen nicht in Frage.
- (2) Eine Reform der Heimerziehung durch den Staat konnte nur unter den Prämissen aufgegriffen werden, denen sich die sozialdemokratischen Planungsstrategen angesichts ihrer allgemeinen politischen und ökonomischen Strategie verschrieben hatten: durch Rationalisierung, Verwissenschaftlichung, zentralistische Planung etc. und zwar im Rahmen der bestehenden Ökonomie, die in ihrer kapitalistischen Struktur ja auch durch den Keynesianismus nicht angegriffen wurde.
- (3) Eine nicht die Systemgrenzen antastende Verwissenschaftlichung der Heimerziehung war nur als deren, zumindest scheinhafte, Therapeutisierung denkbar.
- (4) Diese war nur durch massiv erhöhten Einsatz finanzieller Mittel möglich.

Tatsächlich kommt es in diesen Jahren zu einer rapiden Erhöhung des Heimfonds, zum Aufbau heilpädagogischer Heime, Gruppenstärken mit 10 - 12 Kindern bei vier Erziehern oder Sozialpädagogen. Sollte diese 'Kostenexplosion' einigermaßen unter Kontrolle gehalten werden, waren Kompensationen durch die Verringerung der insgesamt in Heimen untergebrachten Kinder und eine - auch nach Kostengesichtspunkten bemessene - Heimdifferenzierung notwendig. Dieser Prozeß wird mit einer, auch von der Wissenschaft unterstützten, Kampagne gegen die Säuglingsheime zugunsten einer Unterbringung von Kleinkindern in Pflegefamilien eingeleitet. Unter den hier verfolgten Gesichtspunkten ist hieran entscheidend, daß das Institut Pflegefamilie jetzt aus ihrem Dasein als Anhängsel der Heimerziehung befreit und zu einem Institut eigener Würde umgebaut wird. Es folgen dann auch schon bald die ersten heilpädagogischen Pflegestellen für ältere Kinder, teilweise sogar Jugendliche. 1977 nehmen in Berlin, zu dieser Zeit noch argwöhnisch von den Jugendbürokratien beäugt, die ersten Familienhelfer ihre Arbeit auf. Zum gleichen Zeitpunkt entwickeln sich in verschiedenen Regionen erste modellhafte Aktivitäten der heilpädagogischen Tagesbetreuung.

Ferner setzen sich Jugendwohngemeinschaften und Außenwohngruppen, sowie Kleinheime mit meist geringeren Pflegesätzen als die größeren Heime durch. Daß dies alles die Heimerziehung ein gutes Stück vorangebracht hat, zumal diese Reformen meist von den kreativsten und engagiertesten Kräften in der Jugendhilfe getragen wurden, muß hier nicht betont werden. Wichtig ist aber, auch zu sehen, daß alles dieses von den Jugendbürokratien aufgegriffen und auf breitere Basis gestellt wurde, als sie sich unter Kostendruck gesetzt sahen, ferner, daß hiermit die Basis für einen Frontalangriff auf die Heimerziehung gelegt wurde.

Die neuere Wende in der Politik, insbesondere der Wirtschaftspolitik, die sich bereits nach der 'Ölkrise', d.h. einer Krise der Außenwirtschaft, 1974 anbahnte, erst unter der Regierung

Kohl aber mit allen Konsequenzen durchsetzbar wurde, traf die Heimerziehung nach der Gewöhnung an ein reformfreudiges Klima unvorbereitet. Ausführungen zu den Hintergründen für das Scheitern des 'Modell Deutschlands' muß ich mir versagen. Zum neuen wirtschaftspolitischen Konzept, einer Neuauflage des Neoliberalismus, nur einige charakteristische Merkmale:

- erstens handelt es sich um eine Politik, die den partiellen Klassenkompromiß zwischen Kapital und Arbeit zugunsten des Kapitals aufkündigt;
- zweitens gehört zu dieser Politik die Überzeugung, daß sich im Kapitalismus Preisstabilität und Vollbeschäftigung nicht vereinen lassen, so daß man also eine hohe Arbeitslosenquote bewußt in Kauf zu nehmen hat;
- drittens geht es um eine Privatisierung von Lebensrisiken, d.h. Abbau von Sozialleistungen und Abwälzung der Kosten für die Daseinsvorsorge auf Privatheiten;
- und viertens, was oft übersehen wird, trotz des Slogans 'Mehr Markt, weniger Staat', um eine Stärkung des Staates in ordnungspolitischer Hinsicht.

Jedes dieser Merkmale hat Konsequenzen für die Jugendhilfe. Die wichtigste scheint mir, von dieser Warte aus gesehen, eine grundlegende politische Gleichgültigkeit gegenüber den Betroffenen sozialer Probleme. Wenngleich sich die 'Heimreform von oben' mit Kampagnen und Maßnahmen für die Familie verbindet, behaupte ich, daß es der Reform eigentlich um nichts, auch nicht um Familienideologie, geht. Es geht nur um eines: die Senkung der Kosten für eine politisch und ökonomisch uninteressante Gruppe von Menschen. Die amerikanische und englische Politik einer Marginalisierung von Problemgruppen sind bislang die deutlichsten Anzeichen einer solchen Haltung. Ich sagte, es geht nicht um Familienideologie. Dennoch hat die Orientierung der Jugendhilfe auf die Familien einen politischen Sinn. Förderung der privaten Familie ist ideologische Abpufferung der Förderung des Privaten, also besonders der privaten Verfügungsgewalt des Kapitals über den gesellschaftlichen Reichtum.

Schließlich muß noch auf die verbleibende Funktion für die Heimerziehung innerhalb dieses Gesamtkonzepts eingegangen werden. Mir scheint, sie wird zunehmend im Rahmen der ordnungspolitischen Vorstellungen des 'starken Staats' gesehen: eine Renaissance der abschreckenden und disziplinierenden Funktion der Heimerziehung, exemplarisch vollzogen an jenen, die durch das im Vorfeld der Heimerziehung etablierte Kontrollnetz fallen.

Sehr geehrte Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen, was ich vorgetragen habe, 'könnte man eine Systemanalyse der Heimerziehung in historischer Perspektive nennen. Die Analyse eines Systems ist nicht identisch mit den Handlungen der Menschen; wohl aber ist beides aufeinander bezogen. Siegfried Bernfeld, der große psychoanalytische und sozialistische Pädagoge aus dem Wien der 20er Jahre, hat von dem System als von den 'sozialen Grenzen' der Erziehung gesprochen. Sie determinieren in gewisser Weise das, was in einer bestimmten Zeit möglich und denkbar ist. Aber der Determinismus ist nur ein **weicher**. Die Geschichtlichkeit von Mensch und Gesellschaft ermöglichen es den Menschen, sich an gesellschaftliche und menschliche Utopien zurück zu erinnern und neue Entwürfe zu machen. In meiner Darstellung dürfte auch deutlich geworden sein, daß die Heime selbst wenig dazu beigetragen haben, Utopien zu entwickeln und durchzusetzen. Sie haben sich mehr den jeweiligen 'sozialen Grenzen' gebeugt, als sie zu verschieben. Uns Pädagogen hindert ^{*)} nichts daran, der Vernunft der Herrschenden eine bessere Vernunft entgegenzusetzen; auf die Grenzen werden wir ohnehin gestoßen.

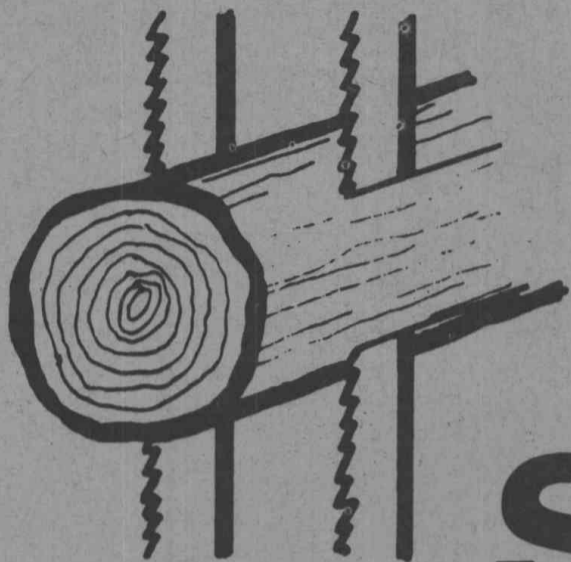
*) aber

**Dât Geschäft wo' Dir fand
wât Dir sieht**



**Librairie - Papeterie
- Jouets éducatifs
Fournitures pour écoles**

27, Rue du fossé LUXEMBOURG



scholtes

**atelier de constructions en bois
scierie**

**manternach (gr.d.de luxembourg)
téléphones: 712 24 et 7 11 80**

livraisons de:

bois de construction

bois de charpente

bois d'emballage (résineux et feuillus)

planches, madriers, lattes

**livraisons au centre de réadaptation
à capellen**

MODILUX

**LA PORTE DE GARAGE BASCULANTE
NON DEBORDANTE
FABRIQUEE UNIQUEMENT SUR MESURES**



**CADRES DORMANT
ET OUVRANT:**

- Aluminium anodisé tons naturel ou acrylite blanc et brun foncé

REPLISSAGE:

- Frises PVC - tons blanc, gris et brun foncé
- Frises aluminium anodisé tons naturel ou acrylite blanc et brun foncé

OPTIONS:

- Portillon incorporé avec cadre aluminium
- Ouverture vitrée

FONCTIONNEMENT: suivant dimensions

- Par enrouleur fixé sur le cadre dormant - sans rail
- Par contrepoids latéral - avec rail

AVANTAGES:

- Etanchéité parfaite à l'air et à l'eau au moyen d'un joint néoprène adapté sur tout le pourtour des cadres dormant assurant une isolation totale
- Ne nécessitant aucun entretien

FABRICATION DE VERANDA ENTIEREMENT EN ALUMINIUM
A VITRAGE SANS MASTIQUE

FABRIQUEE ET POSEE PAR LES

Etablissements A. MOLITOR

RUE DES ARTISANS 10 ATHUS TEL 08/378637

Vous pouvez également vous adresser aux Etablissements
WAGNER KOEPGES, 144, avenue de la Liberté DIFFERDANGE

Pour vos excursions
en autocar,
demandez notre choix
de programmes pour
sociétés et notre brochure
des circuits organisés
à travers toute l'Europe.
Keispelt Tél. 301-46 (3 lignes)
Eischen Tél. 396-31

Pour vos voyages en train,
en avion, en bateau et
avec votre voiture privée,
adressez vous au
bureau de voyages
«4-Saisons»,
11, avenue de la Liberté,
Luxembourg
Téléphone 21188



Demy Cars

Entreprise d'autocars Bureau de voyages



EICHER FRERES
s. à r. l.

STRASSEN - 120, route d'Arlon

Téléphones: 31 88 19 - 31 03 61,

Exposition permanente d'installation de dessin, de machines et appareils

pour la reproduction et les arts graphiques, mobilier scolaire.

Petite Fleur



La forme originale est inspirée par d'anciennes pièces d'orfèvrerie et d'argenterie de style Louis XIV. Créée vers 1780 à Septfontaines-lez-Luxembourg elle fut très populaire au début du 19ième siècle. Mr. Ludwig Scherer, designer à la Faïencerie de Luxembourg, développa à partir de pièces originales un assortiment élégant de flair romantique. Le décor PETITE FLEUR créé par Christine Reuter ravit par son élégance les amateurs de porcelaine fine. PETITE FLEUR s'achète pièce par pièce avec une garantie de réassortiment jusqu'en 1990. Elle est garantie lave-vaisselle comme tous les décors VILLEROY & BOCH.

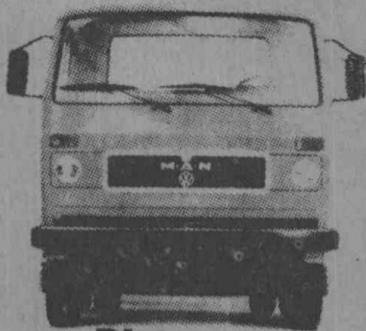
VILLEROY & BOCH s.à r.l.

Ancienne Manufacture Impériale et Royale fondée en 1767

Luxembourg



**Die bewährten
2,8-4,5 Tonner.**



**Die neuen
6-9 Tonner.**

Partnerschaft im Dienst des Fortschritts.
M.A.N. und Volkswagen präsentieren
das Ergebnis gemeinsamen Know-hows,
die neuen 6 - 9 Tonner.



**Die bewährten
10-40 Tonner.**

M·A·N

Grâce aux véhicules de 6 à 9 tonnes, M.A.N. et Volkswagen sont en mesure de proposer une gamme sans faille de véhicules industriels, allant de 2,8 à 40 tonnes. Une gamme de véhicules économiques, robustes et éprouvés. Les véhicules de 2,8 à 4,5 tonnes sont fabriqués par Volkswagen. Les véhicules de 10 à 40 tonnes, viennent de chez M.A.N.

Les véhicules de 6 à 9 tonnes sont le fruit de la coopération entre M.A.N. et Volkswagen. Ces véhicules existent en version porteur, tracteur, tribenne et châssis-cabine pour carrosseries spéciales.

Ils sont équipés de moteurs 66 ou 100 kW (90 ou 136 ch) DIN. Ils sont destinés aux transports porte à porte et à la distribution; à l'industrie du bâtiment, à la livraison des boissons, etc., etc., etc.

AGENCE



Garage J.P. Scholer

succ. Charles Steinmetz-Scholer
203, rue de Neudorf - LUXEMBOURG
Téléphone 43 32 52-64

IMPORTATEUR

M·A·N

Le Centre de Réadaptation à Cap

vous propose ses produits et travaux en

menuiserie

serrurerie

reliure-cartonnage

horticulture

céramique

accepte: tous les travaux de sous-traitance

les établissements

**felix
cloos**

s.a.r.l.

**laitier des hauts fourneaux brut et concassé
enrobés hydrocarbonés, bitumac, prosable**

grave-laitier

mélange minéral pour béton

(composé de grenailles, laitier granulé et sable; reste à ajouter ciment et eau)

sable et pierres de carrières

**4280 - esch-sur-alzette - 60, boulevard prince henri
téléphone: 54 71 01 - télex: 1461**



Les jeunes dans les institutions de placement



Depuis hier matin et ce encore jusqu'au dimanche 9 juin, le centre Jean-Monnet du Kirchberg prête son cadre à un congrès international traitant des problèmes actuels des jeunes dans les institutions de placement, appelées plus communément « foyers », au Grand-Duché. Ce congrès, organisé par l'association nationale des Communautés éducatives (ANCE) réunit en effet des experts en la matière venus des quatre coins d'Europe et veut aborder toute une panoplie de sujets concernant les problèmes posés et par la gestion et par les structures des foyers en question. Plusieurs groupes de travail se réuniront au cours des prochains jours pour procéder à ce tour d'horizon.

Au cours de la cérémonie officielle d'ouverture, qui eut lieu hier matin et à laquelle assistait entre autres le ministre Jean Spautz, le président de l'ANCE,

M. Robert Soisson, a souligné l'importance du thème choisi pour ce séminaire, sujet qui s'inscrit par ailleurs parfaitement dans le cadre des manifestations mises sur pied dans le cadre de l'année internationale de la Jeunesse. Pour M. Jean Spautz, s'adressant à son tour aux congressistes, les expériences du passé ont démontré que le gouvernement luxembourgeois s'est engagé dans une voie résolue en ce qui concerne les « foyers » et que des critères sociaux primordiaux, tels l'intégration et l'aspect familial n'ont pas été négligés dans le concept élaboré et fonctionnant d'après de nouveaux critères depuis 1975.

Le ministre a longuement souligné que malgré une situation précaire sur le marché du travail, les responsables des diverses institutions de placement réussissent toujours dans leur difficile mission et que sans cet engagement

assidu le problème trouverait difficilement une solution acceptable. Le ministre conclut son intervention en s'engageant de se faire l'interprète des responsables des foyers auprès de ses collègues du gouvernement afin que la coordination et le financement des divers projets soient garantis à l'avenir.

Après une brève allocution du responsable du service des relations avec la presse de la commission européenne, M. Henri Guillaume, les congressistes ont de suite entamé leurs travaux. Au cours d'un premier exposé, M. Claude Vandivinit, responsable du service de l'intégration sociale de l'enfance du Grand-Duché, a procédé à un inventaire des mesures en place au Luxembourg. M. Vandivinit a parlé de la démocratisation des structures et il a surtout relevé que la situation s'est améliorée au Luxembourg depuis l'année charnière 1975 où une

convention de participation fut signée avec l'Etat. Cette dernière définit en effet les modalités d'une collaboration et ceci surtout au point de vue du financement des « foyers ». Ceux-ci sont actuellement au nombre de 40, dont 1 foyer privé, 2 foyers privés subventionnés, 32 foyers privés conventionnés et 5 institutions appartenant à l'Etat. Un total de 1.200 lits est aujourd'hui disponible.

En 1984, le montant total des dépenses pour ces différents « foyers » s'élève à quelque 362 millions de francs, dont 71 % proviennent des classes de l'Etat. Le grand avantage de cette convention, fit encore remarquer M. Vandivinit, est que les crédits provenant de l'Etat ne sont pas liés à un taux d'occupation qui mettrait en question le bon fonctionnement des institutions.

